



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



Condition féminine
Canada

Status of Women
Canada

Portrait de l'entrepreneuriat féminin en économie sociale au Québec

Réalisé dans le cadre du projet « Promouvoir et renforcer l'entrepreneuriat féminin en économie sociale au Québec – Pour des outils et des dispositifs d'accompagnement en entrepreneuriat équitaires et équitables. »

Par Caroline Dufresne

30 novembre 2015



L'ÉCONOMIE SOCIALE.
ÇA PARLE D'ARGENT ET DE VALEURS HUMAINES.

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	2
LISTE DES TABLEAUX	4
LISTE DES GRAPHIQUES	5
REMERCIEMENTS	6
MISE EN CONTEXTE DU PROJET	7
QUELQUES CONCEPTS DE BASE	8
L'ÉCONOMIE SOCIALE	8
L'ENTREPRENEURIAT	9
L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ EN ÉCONOMIE SOCIALE	9
MÉTHODOLOGIE	10
LA REVUE DE LITTÉRATURE	10
LES DONNÉES QUANTITATIVES	10
LES DONNÉES QUALITATIVES	11
LA REVUE DE LITTÉRATURE	12
LE MANQUE DE DONNÉES DIFFÉRENCIÉES SELON LES SEXES	13
LA REVUE DE LITTÉRATURE QUÉBÉCOISE	14
LES FEMMES EN ÉCONOMIE SOCIALE AU QUÉBEC	16
DONNÉES DISPONIBLES DANS LES PORTRAITS RÉGIONAUX DES PÔLES D'ÉCONOMIE SOCIALE	16
LES DONNÉES QUANTITATIVES	18
PREMIER CONSTAT : LA TAILLE DES ENTREPRISES	18
DEUXIÈME CONSTAT : LES SECTEURS D'ACTIVITÉS	20
TROISIÈME CONSTAT : LE FINANCEMENT	22
LES DONNÉES QUALITATIVES	23
LES GRANDS CONSTATS	24
LES MOTIVATIONS À ENTREPRENDRE EN ÉCONOMIE SOCIALE	24
LES DÉFIS RENCONTRÉS	26
LES DÉFIS COMMUNS AUX FEMMES ET AUX HOMMES	26
LES BESOINS EN TERMES DE COMPÉTENCES	27
LES DÉFIS PROPRES AUX FEMMES ENTREPRENEURES	28
LE « MONDE MASCULIN » DE LA FINANCE	28
LA CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE	30

LES SOLUTIONS	31
LE FINANCEMENT	31
LES DIFFÉRENTES MESURES DE SOUTIEN	32
LE MENTORAT/RÉSEAUTAGE	33
MESURE D'IMPACT SOCIAL	34
EN GUISE DE CONCLUSION	35
BIBLIOGRAPHIE	37
ANNEXES	42

Liste des tableaux

Tableau 1 Type d'entrevues et nombre de participantEs rejoins par région	11
Tableau 2 Type d'entreprise selon le sexe de la direction, sur le territoire de la CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal, 2010-2014	22

Liste des graphiques

Graphique 1 Taille des entreprises selon le sexe de la direction, CDEC Centre-Sud/Plateau, 2010-2014	19
Graphique 2. Taille des entreprises selon le sexe de la direction, MRC de la Haute-Yamaska 2010-2014	19
Graphique 3. Nombre d'employés selon le sexe de la direction, CDR Outaouais-Laurentides, 2010-2014	19
Graphique 4. Secteurs d'activités selon le sexe de la direction, RISQ-Fiducie, 2010-2014	20
Graphique 5. Secteurs d'activités selon le sexe de la direction, CDEC Centre-Sud / Plateau Mont-Royal, 2010-2014	21
Graphique 6. Secteurs d'activités selon les sexes, CDR Outaouais-Laurentides, 2010-2014.	21
Graphique 7. Secteurs d'activités selon le sexe de la direction, MRC de la Haute Yamaska, 2010-2014.	22

Remerciements

Un merci tout particulier à toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à ce rapport.

Aux entrepreneurEs, directeurs et directrices d'entreprises d'économie sociale qui ont accepté de partager leurs expériences avec nous, que ce soit dans un groupe de discussion ou lors d'une entrevue individuelle.

Merci aux partenaires du projet et aux professionnel(le)s qui ont été d'une aide précieuse dans la collecte et l'analyse de toutes ces données.

Merci beaucoup!

Mise en contexte du projet

Le projet *Promouvoir et renforcer l'entrepreneuriat féminin en économie sociale au Québec - Pour des outils et des dispositifs d'accompagnement en entrepreneuriat égalitaires et équitables* vise à soutenir l'entrepreneuriat des femmes en économie sociale et, plus spécifiquement, à favoriser leur préparation financière.

Entre l'adoption de la Loi sur l'économie sociale à l'automne 2013 et la venue du Forum mondial de l'économie sociale (GSEF2016) en septembre prochain, le moment était bien choisi pour mener un projet sur les femmes en économie sociale et documenter un aspect peu, voire pas du tout traité jusqu'à ce jour : l'entrepreneuriat des femmes en économie sociale.

Si cette posture entrepreneuriale prend différentes formes dans l'économie collective, il s'agit d'une réalité quotidienne pour de nombreuses femmes, que ce soit par un projet démarré dans une collectivité ou dans un secteur d'activités précis, d'un volet marchand qui s'ajoute à une organisation existante ou encore de femmes œuvrant comme directrices générales d'entreprises collectives.

De manière générale, ce projet de recherche vise à souligner la place de ces femmes, à tenter de prendre la mesure de leur implication et à valoriser l'importance des entreprises qu'elles gèrent dans le portrait économique global du Québec. De manière plus précise, ce projet vise surtout à identifier les obstacles à l'entrepreneuriat féminin en économie sociale et à réfléchir, avec des partenaires, aux moyens permettant d'amoindrir ces obstacles en changeant les pratiques des organisations qui font partie de l'écosystème de soutien à l'entrepreneuriat. Les questions qui ont mené à ce projet concernent avant tout la réalité spécifique des femmes en démarrage d'entreprise d'économie sociale ou en phase d'expansion. Existe-t-il des différences genrées lors du démarrage d'une entreprise d'économie sociale ou lors d'un projet d'expansion ? Les femmes rencontrent-elles des difficultés particulières ? Inversement, y a-t-il des facteurs qui facilitent le lancement ou l'expansion de leur entreprise et ce, peu importe le secteur d'activités ou la région ?

À ce jour, nous ne disposons d'aucune donnée sexuée, ni sur le nombre ou la part de projets soumis par des femmes aux organismes financiers et de soutien au développement, ni sur le nombre ou la part de projets portés par des femmes qui reçoivent un financement. Ces questions légitimes se posent donc particulièrement en lien avec la recherche de financement, puisqu'un des enjeux est de s'assurer que toutes les femmes (québécoises, immigrantes, résidentes et non citoyennes), dans les étapes charnières où elles font des demandes de financement, à savoir la phase de démarrage d'un projet d'entreprise d'économie sociale et l'expansion des activités économiques d'une entreprise, puissent :

- avoir accès à l'information nécessaire ajustée à leurs besoins;
- profiter du soutien technique adéquat;
- bénéficier d'un financement approprié pour faire croître leur entreprise.

Pour tenter de répondre à ces questions, deux étapes successives apparaissent nécessaires. D'abord, dresser un portrait sommaire de l'entrepreneuriat féminin en économie sociale au Québec. Ensuite, à partir du portrait, bonifier les outils existants ou les adapter aux besoins et à la réalité des femmes selon les priorités identifiées par les partenaires du projet.

Le présent document est le résultat de la première étape et a été rédigé à partir de trois sources principales de données: une revue de littérature, des entrevues individuelles avec les partenaires du projet et avec six directrices générales d'entreprise d'économie sociale¹ et quatre groupes de discussion dont deux avec des hommes et deux avec des femmes (entrepreneurEs de la région métropolitaine de Montréal et de l'Abitibi-Témiscamingue).

Les travaux de recherche ont également été l'occasion de rendre compte de la diversité de l'entrepreneuriat féminin en économie sociale, en rejoignant des femmes dont l'entreprise est en démarrage, en expansion ou en opération depuis longtemps. Par ailleurs, nous avons également tenté d'avoir un équilibre dans les formes juridiques (coopératives et organismes à but non lucratif - OBNL) et dans les statuts professionnels des femmes, soient entrepreneures et directrices générales.

Quelques concepts de base

De quoi parle-t-on lorsqu'il est question d'entrepreneuriat féminin? Surtout, comment définir l'entrepreneuriat féminin en économie sociale puisque, par définition, ce type d'entrepreneuriat est collectif, donc non différencié selon les sexes?

Revenons d'abord brièvement sur la définition générale de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat. Nous pourrons ensuite mieux situer la notion d'entrepreneuriat féminin en économie sociale.

L'économie sociale

On entend par « économie sociale », l'ensemble des activités économiques à finalité sociale réalisées dans le cadre des entreprises (une coopérative, une mutuelle ou un organisme à but non lucratif) dont les activités consistent, notamment, en la vente ou l'échange de biens ou de services et qui répondent aux principes suivants :

- elle a pour but de répondre aux besoins de ses membres ou de la collectivité;
- elle n'est pas sous le contrôle décisionnel d'un ou de plusieurs organismes publics;
- elle prévoit des règles de gouvernance démocratique par les membres;
- elle aspire à la viabilité économique;
- elle prévoit des règles qui interdisent ou limitent la distribution des surplus générés par ses activités économiques (par exemple, une ristourne au prorata des opérations réalisées entre le membre et l'entreprise);
- en cas de dissolution, le reliquat de ses biens est dévolu à un organisme ayant des objectifs semblables.

Pour simplifier les choses, on peut dire que l'économie sociale prend forme par le biais d'entreprises qui ne cherchent pas le profit à tout prix, mais qui existent d'abord pour remplir une mission sociale tout en ayant un objectif de rentabilité économique. Ces entreprises sont gérées démocratiquement et leur mission sociale peut être très variée. (Chantier de l'économie sociale, 2015)

¹ Trois à Montréal, deux au Centre-du-Québec et une en Montérégie.

L'entrepreneuriat

Dans sa Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat (2011), le ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MDEIE) définit l'entrepreneuriat comme « *l'aptitude d'un individu ou d'un groupe d'individus à transformer les idées en action. Il suppose de nombreuses qualités, dont la créativité, le leadership, l'esprit d'initiative, d'innovation et d'acceptation des risques, ainsi que la capacité de planifier et de gérer des projets en vue d'atteindre des objectifs de développement. Dans un sens large, l'entrepreneuriat est un état d'esprit qui peut être utilement appliqué dans toutes les activités de travail et dans la vie (...).* »

On peut lire également que « *l'activité entrepreneuriale désigne une action dynamique qui vise à générer de la valeur par la création ou l'expansion d'activités économiques, et par la création et l'exploitation de nouveaux produits, processus ou marchés. Les formes les plus évidentes de l'activité entrepreneuriale sont la création d'une entreprise et l'innovation.* » (MDEIE, 2011, p. 6)

Le Groupe de travail en entrepreneuriat féminin qui a mené ses travaux à la fin des années 1990 s'est inspiré des travaux de Dina Lavoie (1988) pour définir l'entrepreneure comme « *une femme qui, seule ou avec des partenaires, a fondé, acheté ou accepté en héritage une entreprise, qui assume les risques et responsabilités financière, administrative et sociale et qui participe quotidiennement à sa gestion courante.*»

Dans un document intitulé *Rôle des femmes entrepreneures dans le renforcement de l'économie sociale et solidaire en Haïti*, on définit l'entrepreneuriat féminin comme étant le « *processus par lequel une femme ou un groupement de femmes crée ou développe majoritairement une structure économique et sociale comprenant des moyens matériels et financiers et une ou plusieurs personnes travaillant de manière organisée pour fournir des biens ou des services destinés au marché (clientèle) en vue de réaliser un bénéfice* ». (p.24) Bien qu'il ne s'agisse pas d'un critère utilisé dans le présent portrait, cette dernière définition est intéressante dans la mesure où elle introduit la notion de majorité pour qu'une entreprise soit considéré comme féminine.

L'entrepreneuriat féminin en économie sociale

Plutôt que de proposer une définition unique de l'entrepreneuriat féminin en économie sociale, nous avons opté pour une déclinaison en plusieurs illustrations. De la sorte, nous pouvons éviter le caractère très contraignant d'une définition purement théorique et nous pouvons mieux intégrer les diverses réalités associées aux exemples couverts dans ce portrait et qui se traduisent par plusieurs types d'engagement (promotrice initiale, présidente du conseil d'administration, direction générale, etc.)

Très simplement, dans le cadre de ce portrait, nous considérons l'entrepreneuriat en économie sociale comme une posture, c'est-à-dire comme une façon d'envisager sa contribution au monde du travail par le démarrage ou l'expansion d'une entreprise collective ou d'un projet collectif. À titre d'exemple, il peut s'agir d'une femme qui imagine un projet, seule ou avec d'autres et qui s'entoure de partenaires pour le mener à bien, ou encore d'une femme qui initie ou développe un volet d'économie sociale à l'intérieur d'une organisation existante. Quoi qu'il en soit, l'entrepreneur en économie sociale, qu'il soit un homme ou une femme, n'est jamais seul ; dès les premiers stades de l'entreprise, le processus est porté collectivement, par un groupe plus ou moins nombreux. Ainsi donc, la posture entrepreneuriale en économie sociale, hormis le fait qu'elle englobe les caractéristiques typiques de l'entrepreneur privé, se distingue d'abord et avant tout par la dimension collective de l'action. C'est le cas pour l'entrepreneuriat en économie sociale en général comme pour l'entrepreneuriat féminin en économie sociale.

Méthodologie

Le portrait de l'entrepreneuriat féminin en économie sociale a été rendu possible par le recours à trois sources d'informations principales : une revue de littérature, la compilation et l'analyse de données quantitatives et la réalisation d'entrevues individuelles et de groupes de discussion.

Par ailleurs, tel que mentionné dans l'appel de projet, nous avons intégré une analyse différenciée selon les sexes (ADS) à l'ensemble de la démarche grâce, entre autres, à la contribution d'une spécialiste de l'ADS.

Le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine définit l'ADS comme « *un processus d'analyse favorisant l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes par l'entremise des orientations et des actions des instances décisionnelles de la société sur le plan local, régional et national. Elle a pour objet de discerner de façon préventive les effets distincts sur les femmes et les hommes que pourra avoir l'adoption d'un projet à l'intention des citoyennes et des citoyens, et ce, sur la base des réalités et des besoins différenciés des femmes et des hommes. Elle s'effectue au cours de l'élaboration, de la mise en œuvre, de l'évaluation et du suivi d'un projet. Dans certaines situations, l'ADS mènera à l'offre de mesures différentes aux femmes et aux hommes en vue de réduire les inégalités. Sa finalité est d'atteindre une égalité de fait. L'égalité est conçue comme une notion qui propose que les femmes et les hommes aient des conditions égales pour exercer pleinement leurs droits, pour exploiter leur potentiel ainsi que pour contribuer à l'évolution politique, économique, sociale et culturelle tout en profitant également de ces changements.*² »

La revue de littérature

La littérature consultée (rapports de recherche, articles de revues ou de livres, actes de colloques, etc.) traitait essentiellement du lien entre les femmes et l'entrepreneuriat, les femmes en économie sociale et la présence des femmes dans des postes de direction. Nous avons également consulté différentes études et recherches portant sur l'entrepreneuriat des femmes immigrantes. Les portraits régionaux d'économie sociale furent également des sources importantes de données.

Les données quantitatives

Les données quantitatives ont été recueillies auprès des partenaires du projet qui gèrent un ou plusieurs fonds pour le démarrage ou l'expansion d'entreprises d'économie sociale et/ou qui offrent de l'accompagnement aux promoteurs de l'économie sociale soit : le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ), la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, la Corporation de développement économique communautaire (CDEC) Centre-Sud/Plateau Mont-

² Ministère de la famille, des aînés et de la condition féminine, 2006. Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait. Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes, Québec/Montréal, MFAFC, p. 26.

Royal³, la Coopérative de développement régional (CDR) Outaouais-Laurentides et le Centre local de développement (CLD) de la Haute-Yamaska⁴.

La compilation et l'analyse de ces données avaient deux objectifs. Le premier était tout simplement d'optimiser l'utilisation des données existantes et disponibles. À ce jour, il n'existe aucune banque de données financières connues différenciées selon les sexes. Les bases de données constituées par les partenaires lors de l'analyse et le suivi des dossiers deviennent donc des sources uniques et fort intéressantes! Le deuxième objectif a été atteint en quelque sorte par la force des choses. Il visait à susciter une première sensibilisation des partenaires quant à l'importance d'intégrer des données différenciées selon les sexes dans leurs bases de données.

En cours de travail, il est apparu que plusieurs bases de données sont configurées de manière à différencier les porteurs de projet selon leur sexe. Néanmoins, cette donnée n'est pas systématiquement recueillie et/ou intégrée. Pourtant, le sexe de la personne contact ou de la direction de l'entreprise ou à tout le moins de la personne qui présente une demande de financement est une donnée simple à obtenir. L'intégration de cette information dans les bases de données nous permettrait de suivre l'évolution de l'entrepreneuriat féminin en économie sociale ou, minimalement, l'évolution de l'accès au financement dans le temps et selon les territoires.

Pour recueillir les données, un tableau a été envoyé aux partenaires qui nous a permis de compiler différentes informations, telles que le sexe du demandeur (ou du porteur de projet ou de la personne contact selon les bases de données), le sexe de la présidence du CA (dans certains cas), le nombre d'employés, le type d'entreprise, les prêts ou subventions accordées, etc. Ces données ont été compilées sur 5 ans (2010-2014) et nous ont permis de dresser des micros portraits de la situation des entreprises d'économie sociale. Selon les organisations, ces données ont été compilées par différents agents de développement, puis analysées et illustrées dans des graphiques.

Les données qualitatives

Les données qualitatives ont été recueillies à l'aide de trois sources de données : des entrevues approfondies avec les six partenaires du projet (RISQ/Fiducie⁵, Compagnie F, Femmessor Abitibi, CDEC Centre-sud/Plateau Mont-Royal, CDR Outaouais-Laurentides et CLD de la Haute-Yamaska), des entrevues individuelles avec sept directrices générales d'entreprises d'économie sociale à Montréal, en Montérégie et au Centre-du-Québec et quatre groupes de discussion, dont deux à Montréal et deux en Abitibi-Témiscamingue⁶. Toutes les grilles d'entrevues se trouvent en annexe.

³ Bien que cet organisme ait disparu en cours de projet, la collaboration s'est poursuivie avec l'équipe qui s'est retrouvée au sein de PME Montréal centre-ville.

⁴ Le CLD de la Haute-Yamaska a malheureusement fermé en juin 2015. Nous incluons tout de même les données obtenues dans le cadre de ce projet, à titre indicatif.

⁵ Dans ce cas, nous avons rencontré 6 analystes qui traitent les dossiers de financement.

⁶ Dans les deux régions, nous avons réalisé un groupe de discussion avec des hommes et un groupe avec des femmes.

Tableau 1. Type d'entrevues et nombre de participantEs rejoins par région.

Types d'entrevues	Région	Nombre de participantEs
Partenaires du projet	Montréal, Montérégie et Abitibi	12
Entrevues individuelles	Montréal, Montérégie, Centre-du-Québec	7
Groupes de discussion femmes	Montréal et Abitibi	15
Groupe de discussion hommes	Région métropolitaine ⁷ et Abitibi	10
TOTAL de personnes rencontrées		44

Soulignons également que nous avons rencontré des hommes et des femmes d'origine diverse ; sur les 7 entrevues individuelles avec des directrices générales, trois étaient originaires de l'extérieur du Québec ; dans le groupe de discussion des femmes à Montréal, trois étaient originaires de l'extérieur, tandis qu'en Abitibi, une femme était née à l'extérieur du Québec. Dans le groupe de discussion des hommes à Montréal, trois étaient d'une autre origine que québécoise.

Notons toutefois qu'il a été particulièrement difficile de réunir des hommes dans des groupes de discussion, autant à Montréal qu'en Abitibi. Dans ce dernier groupe, trois hommes ont finalement été rejoins, ce qui constitue une des limites de cette étude.

Par ailleurs, les différentes formes juridiques des entreprises d'économie sociale étaient relativement bien représentées dans les groupes de discussion de sorte que nous avons atteint un équilibre entre les entrepreneurEs ayant opté pour la forme coopérative et pour l'OBNL.

Toutes les entrevues ont été enregistrées, transcrites et analysées à l'aide d'une grille d'analyse qui couvrait l'ensemble des thématiques abordées. Une analyse préliminaire a été effectuée par la chargée de projet et une analyse différenciée selon les sexes a été effectuée par la spécialiste de la question qui a également participé aux groupes de discussion.

La revue de littérature

Il existe très peu de données dans la littérature québécoise qui portent spécifiquement sur les femmes entrepreneures en économie sociale. La majorité des données à ce sujet proviennent de l'étranger ; la France est parmi les pays les plus prolifiques à ce sujet.

La littérature est un peu plus importante en ce qui concerne l'entrepreneuriat des femmes en général. À ce sujet, un rapport de l'OCDE sur la parité entre hommes et femmes en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat (2011) propose plusieurs conclusions très intéressantes sur le portrait général de l'entrepreneuriat féminin dans plusieurs pays du monde.

On y lit notamment que « *au-delà de la diversité générale des pratiques entrepreneuriales, il y a des différences notables entre l'entrepreneuriat masculin et l'entrepreneuriat féminin. Au total, les entreprises possédées par des femmes tendent à être plus petites, se concentrent dans les secteurs de la consommation et génèrent un chiffre d'affaires inférieur à celui que génèrent les entreprises possédées par des hommes. Les femmes ont généralement une base capitalistique plus réduite que celle dont disposent les hommes pour démarrer leur activité, elles tendent à avoir moins largement recours à l'endettement et elles sont beaucoup moins susceptibles de bénéficier de capitaux d'investissement privés ou de capital-risque.* »

⁷ Les hommes qui ont participé au groupe de discussion provenaient de Montréal, de Longueuil et de Saint-Bruno-de-Montarville.

On note dans ce document une diversité générale des pratiques entrepreneuriales touchant autant les hommes que les femmes et quelques différences, notamment dans les secteurs d'activités et la vitesse de croissance. Toutefois, quelques contraintes sexospécifiques sont également identifiées.

(Les femmes entrepreneures ont tendance à) « créer et gérer des entreprises dans des secteurs différents de ceux que choisissent les hommes, et leurs entreprises ont généralement une croissance plus lente que les entreprises appartenant aux hommes. Les activités entrepreneuriales demeurent entravées par des contraintes qui tendent souvent à revêtir un caractère sexospécifique, telles que les normes culturelles, l'inégalité des chances en matière d'emploi, et l'accès restreint des femmes au financement (p. 7). »

Bien que ce rapport illustre bien les difficultés rencontrées par tous les entrepreneurs, qu'ils soient dans une entreprise privée ou collective, on y décrit toutefois des facteurs qui touchent spécifiquement les femmes et qui complexifient leur accès au financement, ce qui donne une vue d'ensemble des défis qu'elles rencontrent probablement dans tous les pays, à des degrés divers.

« L'accès au financement est un des principaux problèmes des entrepreneurs. Même si les hommes et les femmes recourent aux mêmes sources de financement, les femmes se heurtent souvent à davantage d'obstacles pour y accéder que les hommes. Les principales raisons de cette disparité entre hommes et femmes entrepreneurs sont à rapprocher du secteur d'activité, de l'ancienneté ou de la taille des entreprises dirigées par des femmes. D'autres facteurs peuvent néanmoins expliquer cette disparité, notamment un manque d'expérience de la gestion, de moins bons antécédents en matière de crédit, une réticence à prendre des risques, et une préférence pour les entreprises de petite taille de la part des femmes. (p. 7) »

Par ailleurs, ce rapport suggère également que les politiques publiques doivent prendre en compte les besoins des femmes entrepreneures. Certaines propositions ne s'appliquent pas au Québec (assurer l'égalité des droits à la propriété et à l'héritage) alors que d'autres sont très à propos et recourent certaines informations obtenues dans les entrevues auprès des partenaires et dans les groupes de discussions. En particulier, soulignons la recommandation suivante : *« renforcer l'éducation financière et encourager la diffusion de l'information financière auprès des femmes ; faciliter l'accès aux services d'aide publics ; amener les femmes à avoir une image positive de l'entrepreneuriat ; promouvoir le développement des réseaux de femmes d'entreprise; et soutenir les dispositifs de mentorat et de coaching (OCDE, 2000 et OCDE, 2004). » (p.62)*

Le manque de données différenciées selon les sexes

Comme plusieurs autres sources d'informations, ce rapport confirme qu'on *« connaît mal encore le rôle de l'entrepreneuriat des femmes dans la société et dans l'économie, ainsi que les obstacles spécifiques auxquels se heurtent les femmes entrepreneures »* (p. 63). On y souligne notamment qu'il *« existe très peu de données exhaustives permettant des comparaisons internationales, on ne dispose pas de base permettant une analyse transnationale de la dimension hommes-femmes de l'entrepreneuriat qui puisse inspirer des politiques nationales. Il y a lieu d'améliorer les fondements factuels et analytiques et de renforcer la base statistique pour mener des analyses comparatives entre pays de la problématique hommes-femmes »* (p. 63).

Le Québec et le Canada ne sont pas des cas d'exception. En effet, nous disposons de très peu de données différenciées selon les sexes qui permettraient de décrire la situation entrepreneuriale globale et, conséquemment, d'améliorer cette situation. Certaines données étaient autrefois mesurées par Statistiques Canada, comme la proportion d'entreprises détenues par des femmes selon les caractéristiques démographiques de la cheffe d'entreprise (âge, nombre d'années d'expérience) et les caractéristiques typiques des entreprises (secteur, taille), selon le type d'instruments financiers utilisés pendant la phase de création, selon les obstacles à la croissance de l'entreprise, selon le taux d'approbation du type de financement et selon les dépenses de recherche et développement. Toutes ces données étaient recueillies en vue de rédiger *l'Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* (2000, 2001, 2004 2007 et un rapport provisoire de 2011) ainsi qu'un rapport synthèse publié aux Affaires étrangères et commerce international Canada qui faisait état des *Faits et chiffres concernant les entreprises à actionnariat féminin majoritaire* (année inconnue). Par contre, la diminution drastique de la récolte de données quantitatives résultant notamment de l'abandon des questionnaires de recensement longs par Statistiques Canada au cours des dernières années ne permet plus d'établir avec certitude le portrait de la situation entrepreneuriale comparée entre les hommes et les femmes au Canada.

Au Québec, le Registraire des entreprises du Québec (REQ) constitue une autre source de données permettant d'obtenir des informations à l'échelle de la province. Malheureusement, dans les bases de données du REQ, on ne peut pas identifier précisément l'ensemble de la population de référence regroupant toutes les entreprises d'économie sociale de sorte qu'il est également ici impossible d'y obtenir des données différenciées selon les sexes applicables à l'économie sociale. Bien que nous ne disposions pas actuellement de portrait valable sur le plan statistique de l'économie sociale au Québec, l'annonce récente par le gouvernement du Québec de la réalisation d'un tel portrait dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en économie sociale pourrait changer la donne. Soulignons d'ailleurs que nous avons profité de l'amorce des travaux en vue de la réalisation de ce portrait pour suggérer l'intégration des questions relatives à la présence des femmes en économie sociale. Malheureusement, nous ne sommes pas en mesure actuellement de savoir quelle forme exacte prendra cette cueillette d'information.

La revue de littérature québécoise

Il existe une littérature relativement importante sur l'entrepreneuriat féminin. Sans aucun doute, on peut supposer que la plupart des constats s'appliquent à l'économie sociale. Malheureusement, toutes les recherches et tous les travaux sur l'entrepreneuriat féminin que nous avons identifié ainsi que toutes les statistiques gouvernementales datent du début des années 2000. Nous pouvons difficilement expliquer cet état de fait sinon de supputer un manque de financement au cours des 15 dernières années.

Néanmoins, les grandes lignes qui se dégagent de ces études sont intéressantes et sont probablement encore d'actualité, du moins, en partie.

Sans surprise, dans toutes les études consultées, on mentionne que « *la recherche sur les femmes entrepreneures est limitée par un manque de données de qualité, accessibles et fréquemment mises à jour* » (MIC, 2000, p.7).

Dans cette même étude du ministère de l'Industrie et du Commerce, on mentionne aussi que:

- Un tiers des entrepreneurs (au Québec) sont des femmes⁸;
- Le taux de croissance du nombre de femmes entrepreneures est plus important que celui des hommes;
- Le revenu annuel moyen des femmes d'affaires est plus faible que celui des travailleuses salariées et des hommes d'affaires;
- Un grand nombre de femmes ont démarré leur entreprise dans un secteur où elles ne possédaient pas d'expérience, une situation contraire à celle des hommes;
- Même si elles se retrouvent dans tous les secteurs, les entreprises dirigées par des femmes se concentrent surtout dans les secteurs de la vente au détail et des services⁹;
- La principale source de financement des entreprises démarrées par des femmes est leurs économies personnelles;
- Plusieurs obstacles semblent isoler la femme entrepreneure : concentration dans des secteurs d'activités traditionnellement féminins, manque d'expérience pertinente, pénurie de réseaux d'entraide, double tâche (travail et responsabilités domestiques et familiales), accès au financement.

Ce dernier constat est particulièrement intéressant et dresse à lui seul la liste quasi complète des freins que nous avons constatés dans la collecte de données qualitatives ainsi que dans la plupart des documents de nombreux autres pays, ce qui laisse croire que la situation n'a pas évolué de manière fulgurante pour les femmes entrepreneures au cours des 15 dernières années.

Les constats sont semblables à ceux identifiés dans une synthèse des études des 25 dernières années sur l'entrepreneuriat féminin publié en 2006 dans la revue *Gestion*¹⁰. Les auteurs y retiennent quatre préoccupations principales concernant les entrepreneures :

- 1- Le financement
- 2- Le besoin d'amélioration des compétences par la formation
- 3- Une intégration plus difficile aux réseaux d'affaires
- 4- La conciliation travail-famille

Un rapport de l'OCDE (2011) dresse un portrait qui va aussi dans ce sens. De manière générale, ce rapport suggère que les difficultés rencontrées par les femmes au moment de l'obtention du financement (par exemple, conditions de prêts moins favorables ou exigences de garanties ou de cautionnement plus élevés que pour un homme) seraient davantage liées aux secteurs d'activités et aux caractéristiques générales des entreprises dirigées par les femmes plutôt qu'au sexe du demandeur. Ainsi, une femme qui demande un prêt pour une entreprise de petite taille, récemment mise sur pied, dans un secteur d'activité comme les services, la vente au détail, la restauration, etc., se verrait plus souvent refuser ce prêt ou encore devrait présenter davantage de garanties ou même revoir son plan d'affaires.

⁸ Dans le Cahier de consultation pour l'égalité entre les femmes et les hommes du Secrétariat à la condition féminine du Québec, à la page 14, on peut lire qu'en 2014, 39 % des entrepreneurs sont des femmes et 61 % sont des hommes, ce qui correspond approximativement à la même proportion qu'il y a 15 ans. Cette donnée est tirée de Statistique Canada, 2015, de l'Enquête sur la population active. Estimation de l'emploi selon la catégorie de travailleur, le SCIAN et le sexe.

⁹ Toujours selon le Cahier de consultation du Secrétariat à la condition féminine du Québec, on constate qu'en 2011, près du tiers (32.6%) de l'emploi féminin se trouve parmi 10 professions, concentrés dans les domaines de l'éducation, des soins aux personnes, de la vente et des services et du soutien administratif.

¹⁰ Carrier C., Julien, P-A et Menvielle, W. (2006) *Un regard critique sur l'entrepreneuriat féminin : une synthèse des études des 25 dernières années*. Paru dans la revue *Gestion*, vol. 31, no. 2. 15 p.

Or, dans un article paru en juillet 2015 sur le site de France 24¹¹, on qualifie les femmes entrepreneures de « *premier marché émergent du monde* » en précisant que « *les femmes pourraient créer des millions d'emplois si les entreprises qu'elles ont fondées croissaient au même rythme que celles des hommes* ».

Cet article, rédigé dans le cadre du Forum DWEN (*Dell Women's Entrepreneur Network*) dont la 6^e édition a eu lieu à Berlin à la fin de juin 2015, s'appuie sur le 2015 *Global Women Entrepreneur Leaders Scorecard*¹², un tableau de bord réalisé par Dell et qui mesure les opportunités et les défis auxquels font face les femmes d'affaires dans 31 pays regroupant 70 % de la population féminine mondiale. Cette compilation de données a permis de conclure « *qu'aujourd'hui, les femmes créent deux fois plus d'entreprises que les hommes à l'échelle mondiale, ce qui représente un essor considérable. Elles représentent 51 % de la richesse globale et contrôlent 70 % des dépenses des ménages* ». On y précise également que les hommes et les femmes sont loin d'être égaux face à l'entrepreneuriat ; les principaux problèmes des entrepreneures pouvant être résumé à l'aide de trois C : manque de confiance (en elles-mêmes), manque de capacités (l'éducation et la formation de base leur faisant défaut) et manque de capitaux. Autre point intéressant de cet article, on rappelle que d'une manière générale, un peu partout dans le monde, les femmes manquent de figures entrepreneuriales dont elles peuvent s'inspirer. On pose ainsi la question : « *où sont les Bill Gates, Steve Jobs et autres Mark Zuckerberg féminins?* » L'absence de modèle féminins ferait particulièrement défaut dans le secteur des technologies.

Les femmes en économie sociale au Québec

Les femmes représentent près de 67 % de la main-d'œuvre en économie sociale au Québec (Binhas, 2002). Par ailleurs, sur l'ensemble des 19 champs d'activités reliés au secteur, 16 présentent une main-d'œuvre soit significativement, soit fortement composée de femmes, dans des pourcentages variant entre 61 % et 98 % (Binhas, 2002, p.31).

Par ailleurs, l'économie sociale favorise la parité aux postes de direction ; la présence des femmes aux postes de direction en économie sociale est estimée à 53% (Binhas, 2002, p. 37), bien que cette réalité varie selon les secteurs d'activités et selon les régions.

« La composition du personnel de direction, plus fortement féminine dans les champs d'activités au sein desquels la présence des femmes se fait plus significative, varie pour ces organisations entre 100 % (organismes voués aux femmes) et 70 % (aide domestique)» (Binhas, 2002, p. 37)

Concernant plus spécifiquement la réalité des femmes en démarrage d'entreprise d'économie sociale ou en phase d'expansion de celle-ci, nous ne disposons à ce jour d'aucune donnée sexuée. Cet aspect reste à documenter.

Données disponibles dans les portraits régionaux des Pôles d'économie sociale

Parmi les sources de données les plus importantes sur l'économie sociale au Québec, on retrouve les portraits régionaux réalisés par les Pôles régionaux d'économie sociale. Nous avons recensé

¹¹ <http://www.france24.com/fr/20150706-femmes-chef-entreprise-entrepreneure-marche-emergent-afrique-economie-emploi-berlin>

¹² <https://powermore.dell.com/gwelscorecard/>

les données différenciées selon les sexes dans ces portraits et avons pu en tirer quelques faits saillants.

À titre d'exemple, pour l'île de Montréal, on relève une présence plus importante des femmes à des postes de direction dans les secteurs de la santé et des services sociaux (64%) ou encore dans le domaine du loisir, tourisme, hébergement et restauration (54%). Inversement, les secteurs comme les ressources naturelles, fabrication, transformation et construction (31 %), habitation et location (42%) et arts, culture et communications (42%) affichent des taux sous l'équilibre hommes-femmes (Bouchard, 2008).

De manière générale, il est intéressant de constater que plusieurs pôles d'économie sociale ont recueilli des données permettant de comparer la situation des femmes et des hommes dans leur région. Toutefois, comme les indicateurs ne sont pas uniformes pour l'ensemble des régions, on peut difficilement faire des comparaisons régionales ou tirer des conclusions nationales. De plus, les portraits ont été réalisés à différents moments, il est donc impossible de généraliser les données pour une année précise.

Ceci dit, le bilan général démontre que les femmes sont très présentes au sein d'organisations de l'économie sociale. En général, elles occupent plus de la moitié des postes, incluant la direction/coordination. Dans ces postes de direction, la répartition tend à être plus paritaire, voire inversée : il y a souvent plus de femmes que d'hommes qui occupent des postes de direction en économie sociale.

La présence de femmes au sein d'entreprises d'économie sociale et dans des postes de direction varie en fonction du secteur d'activité. En général, elle est plus importante dans les secteurs traditionnellement féminins, comme les soins, la santé, l'éducation, etc.

Côté salaire, les taux horaires des femmes (et des hommes) varient également en fonction du secteur d'activité mais les données recueillies indiquent que le taux horaire moyen des femmes demeure légèrement inférieur au taux horaire moyen des hommes.

Finalement, en ce qui concerne les conseils d'administration, la proportion femmes-hommes semble relativement paritaire mais varie selon l'âge des administrateurs : chez les jeunes administrateurs (moins de 35 ans), les femmes sont plus présentes, alors que les administrateurs de plus de 35 ans sont davantage des hommes.

À la suite de ces constats, nous avons proposé aux Pôles d'inclure dans les portraits ultérieurs quelques indicateurs qu'il serait intéressant de différencier selon les sexes afin de pouvoir en comparer l'évolution dans le temps et selon les régions :

- la proportion d'hommes et de femmes aux postes de direction / coordination dans les entreprises d'économie sociale pour l'ensemble des secteurs et selon le secteur d'activité;
- la proportion d'hommes et de femmes aux postes de direction/coordination selon le modèle juridique coop ou OBNL;
- la proportion d'hommes et de femmes au sein des CA en économie sociale pour l'ensemble des secteurs d'activités et selon le secteur d'activité;
- la proportion d'hommes et de femmes occupant le poste de présidence au sein des entreprises d'économie sociale, pour l'ensemble des secteurs d'activités et selon le secteur d'activité;

- le salaire moyen selon le sexe pour les postes de direction générale/coordination pour l'ensemble des secteurs d'activités et selon le secteur d'activité.

Les données quantitatives

D'autres sources de données recueillies renforcent les constats tirés des portraits régionaux d'économie sociale. C'est le cas des données quantitatives tirées des statistiques d'accompagnement et de financement compilées par certains partenaires du projet, comme la CDEC Centre-Sud / Plateau Mont-Royal, la CDR Outaouais Laurentides, le CLD de la Haute-Yamaska¹³, le RISQ et la Fiducie.

De la même manière que ce qu'on retrouve dans l'ensemble des données consultées, les données quantitatives recueillies nous confirme qu'il manque beaucoup d'informations qui permettraient de tracer un portrait homogène de l'entrepreneuriat en économie sociale et ce, dans les banques de données de tous les partenaires. De façon générale, le sexe et l'âge de la personne qui présente une demande d'accompagnement, de financement ou de prêt, ne sont pas compilés. Or, comme ces organisations sont des joueurs majeurs dans l'écosystème d'accompagnement et de financement des projets d'économie sociale, les statistiques qu'elles pourraient produire augmenteraient significativement notre connaissance des entrepreneurEs d'économie sociale au Québec.

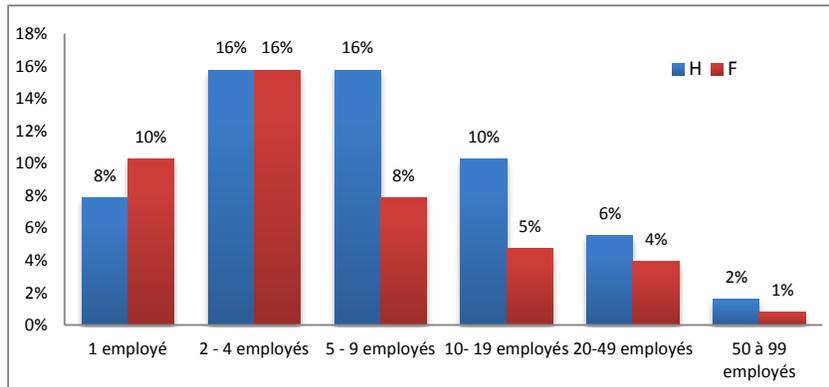
Premier constat : la taille des entreprises

Les données obtenues indiquent d'abord que les femmes semblent être surtout en charge de petites entreprises, de 1 à 4 employés, et ce, autant pour le territoire couvert par la CDEC Centre-Sud/Plateau, que pour le territoire de la MRC de la Haute-Yamaska¹⁴ et de la CDR Outaouais-Laurentides. De façon générale, plus le nombre d'employés augmente, plus les directions générales sont masculines.

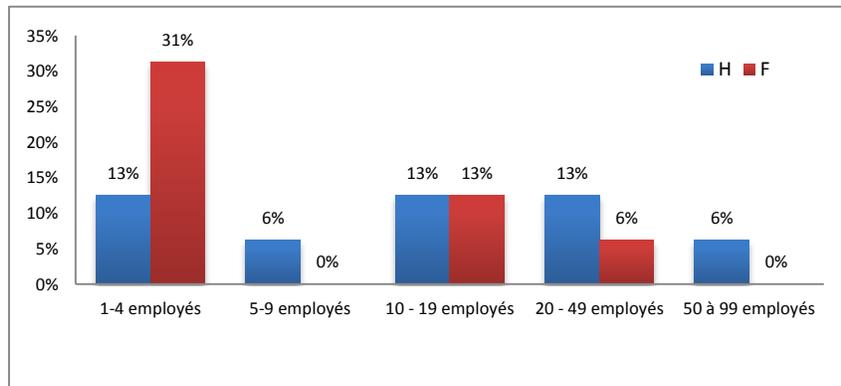
¹³ Ce CLD de la Haute-Yamaska a malheureusement fermé en juin 2015. Nous incluons tout de même les données obtenues dans le cadre de ce projet, à titre indicatif.

¹⁴ Il faut garder en tête que le nombre d'entreprises est beaucoup plus petit sur le territoire de la MRC de la Haute-Yamaska que sur les autres territoires, ce qui peut donner l'impression qu'il y a beaucoup de femmes à la direction d'entreprises de taille moyenne.

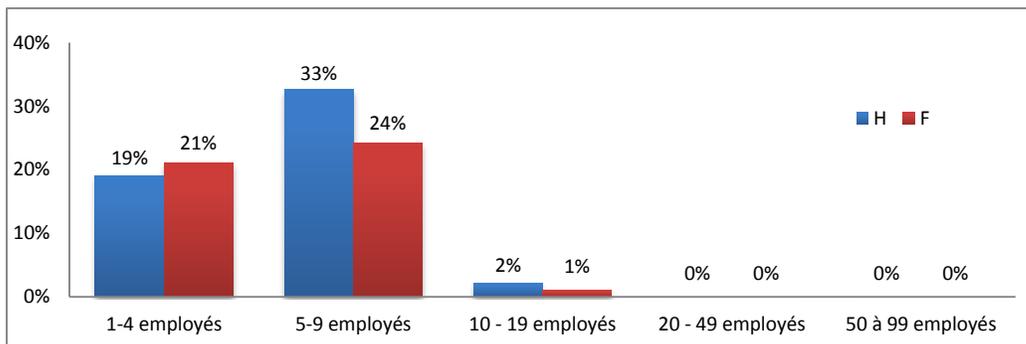
Graphique 1 : Taille des entreprises selon le sexe de la direction, CDEC Centre-Sud/Plateau, 2010-2014.



Graphique 2. Taille des entreprises selon le sexe de la direction, MRC de la Haute-Yamaska 2010-2014.



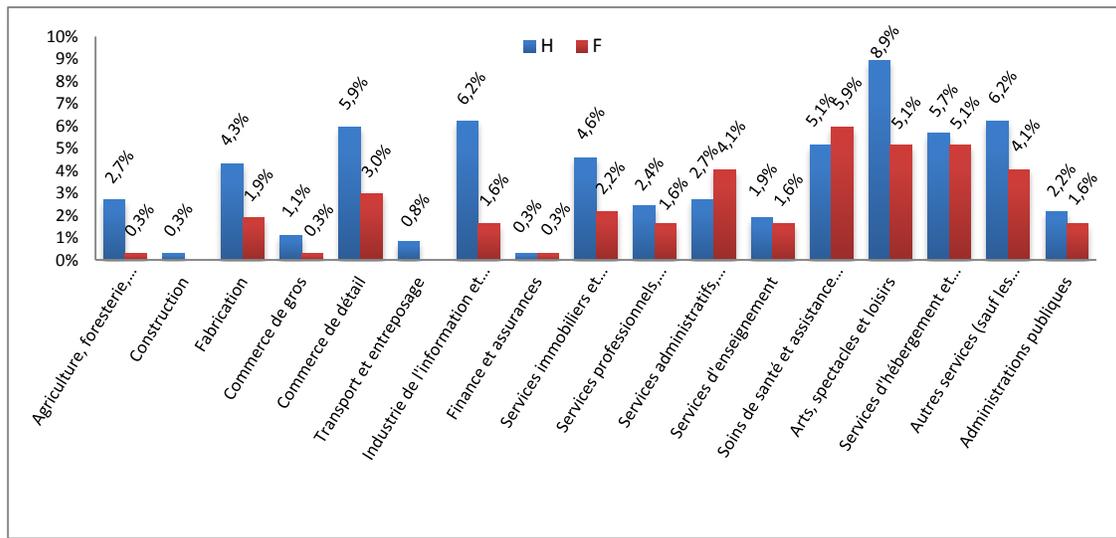
Graphique 3. Nombre d'employés selon le sexe de la direction, CDR Outaouais-Laurentides, 2010-2014.



Deuxième constat : les secteurs d'activités

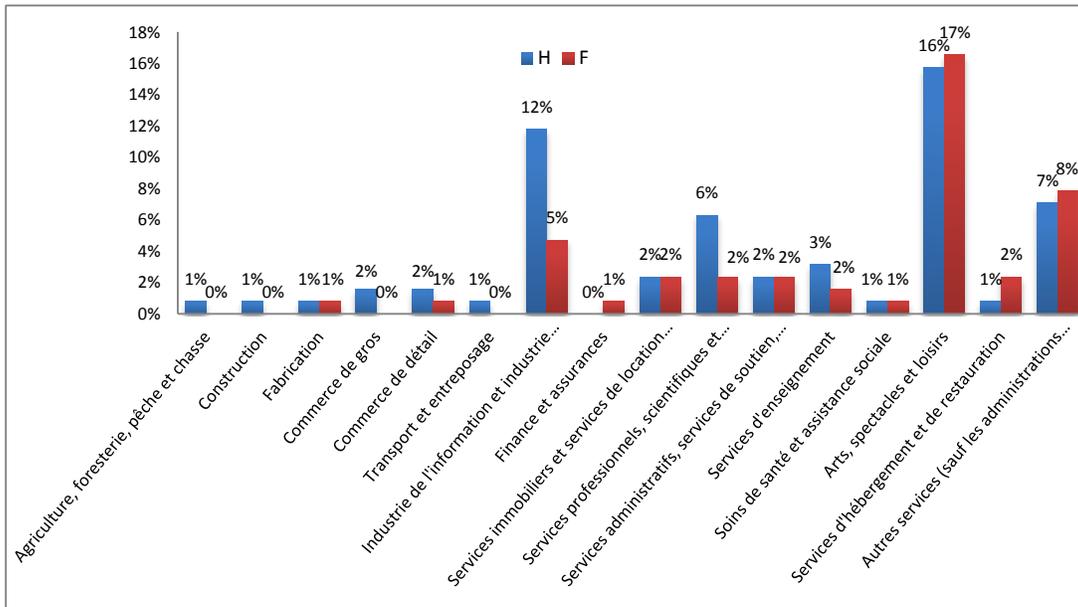
Sans surprise, on découvre que, globalement, les secteurs d'activités où on retrouve le plus grand nombre de femmes à la direction générale sont des secteurs dits traditionnellement féminins. Si on prend les données du RISQ et de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, pour l'ensemble des prêts accordés à l'échelle du Québec entre 2010 et 2014, les domaines où l'on retrouve le plus de femmes sont les soins de santé (5,9 %), le domaine des arts, spectacles et loisirs (5,1 %) et les services d'hébergement et de restauration (5,1 %), *ex aequo* avec les autres services (sauf administrations publiques) (5,1%).

Graphique 4. Secteurs d'activités selon le sexe de la direction, RISQ-Fiducie, 2010-2014.



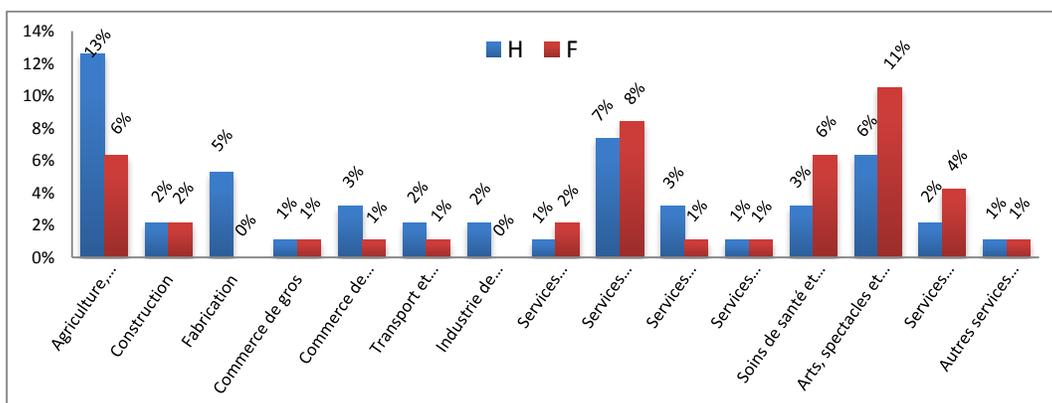
Sur le territoire de la CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal, les domaines où on retrouve le plus de femmes à la direction générale sont les arts, spectacles et loisirs (17%), les autres services (8%) et l'industrie de l'information et industrie culturelle (5%). Ici, contrairement à l'ensemble du Québec, les entreprises d'économie sociale qui œuvrent en soins de santé ne sont pas parmi les entreprises à prédominance féminine. Il y a également une proportion nettement plus importante d'hommes qui œuvre dans le secteur de l'information et industrie culturelle (12 %), ainsi que dans les services professionnels, scientifiques et techniques (6%).

Graphique 5. Secteurs d'activités selon le sexe de la direction, CDEC Centre-Sud / Plateau Mont-Royal, 2010-2014



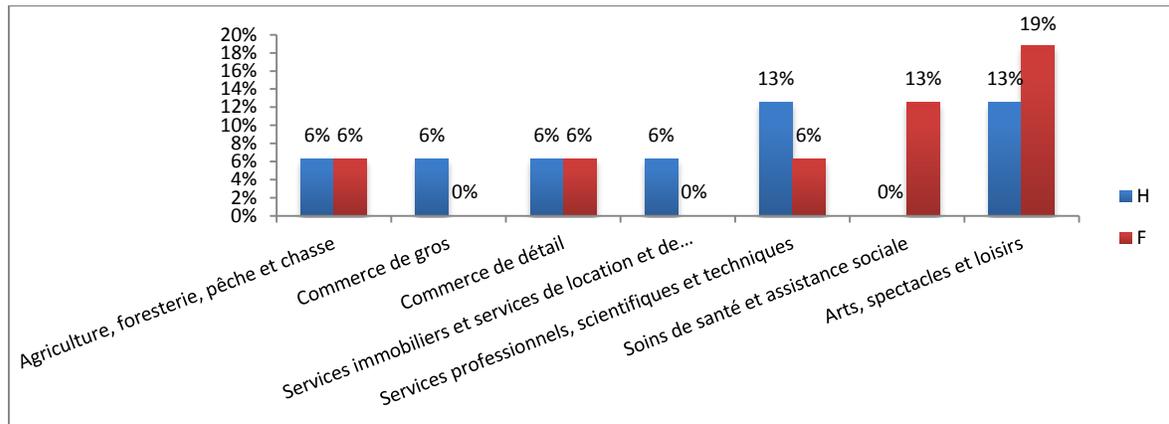
Le portrait est quelque peu différent sur le territoire de la CDR Outaouais-Laurentides, alors que les secteurs d'activités où on retrouve le plus de femmes à la direction générale sont les arts, spectacles et loisirs (11%), les services professionnels, scientifiques et techniques (8%) et l'agriculture, foresterie, chasse, pêche ex æquo avec les soins de santé et assistance sociale (6%). Il s'agit du seul territoire à l'étude où les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans le secteur de l'agriculture ; ce qui pourrait notamment s'expliquer par la taille des entreprises, bien que nous n'ayons pas de données probantes pour l'affirmer.

Graphique 6. Secteurs d'activités selon les sexes, CDR Outaouais-Laurentides, 2010-2014.



Pour le territoire de la MRC de la Haute-Yamaska, deux secteurs d'activités à prédominance féminines ressortent particulièrement. Il s'agit des arts, spectacles et loisirs (19%) et des soins de santé et assistance sociale (13%).

Graphique 7. Secteurs d'activités selon le sexe de la direction, MRC de la Haute Yamaska, 2010-2014.



Dans les données de la CDEC Centre-sud/Plateau Mont-Royal, nous avons constaté qu'il y a une différence entre les hommes et les femmes quant au type d'entreprise d'économie sociale créé. Ces informations ne peuvent être généralisées, mais elles indiquent possiblement une tendance pour une partie de l'île de Montréal. Sur les 71 entreprises d'économie sociale dirigées par des hommes, 15 étaient des coopératives et 56 des OBNL. Sur 57 entreprises dirigées par des femmes, 6 étaient des coopératives et 51 des OBNL. Dans les entreprises financées et / ou accompagnées par la CDEC, les hommes seraient donc plus enclin à créer des coopératives que les femmes.

Tableau 2. Type d'entreprise selon le sexe de la direction, sur le territoire de la CDEC Centre-Sud /Plateau Mont-Royal, 2010-2014.

	Coop	OBNL	TOTAL
Femmes	6	51	57
Hommes	15	56	71

Troisième constat : le financement

Finalement, nous avons constaté que la proportion d'hommes et de femmes qui demandent un prêt au RISQ ou à la Fiducie du Chantier de l'économie sociale est très différente. Selon les données qui nous ont été fournies, il n'y a pas plus d'hommes que de femmes à qui on refuse un prêt. Toutefois, il y a près du double des hommes qui reçoivent un financement, ce qui indique probablement qu'il y a deux fois plus d'hommes que de femmes qui demandent un prêt.¹⁵

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette disproportion entre le nombre d'hommes et de femmes qui présentent une demande de prêt. Que ce soit la difficulté à trouver l'information, la complexité des formulaires et des conditions à remplir, la méconnaissance du monde de la finance, le manque de confiance en soi, l'absence de la mise de fonds requise, la peur de l'endettement ou d'un refus ou encore l'impression que le financement ne sera pas accordé avant

¹⁵ Voir le graphique 4, secteurs d'activités selon le sexe de la direction, RISQ-Fiducie, 2010-2014.

même d'avoir présenté une demande. Ces raisons sont toutes ressorties à un moment ou un autre de l'étude, soit lors d'entrevue individuelle avec des directrices d'entreprise d'économie sociale, soit dans un groupe de discussion ou encore dans la revue de littérature¹⁶. Il est probable que les femmes qui présentent des demandes de prêts soient dans des domaines plus traditionnellement féminins (restauration, services, soins, etc.), donc identifiés plus à risque par les bailleurs de fonds.

Différentes solutions apparaissent toutefois pour améliorer l'accès au financement des femmes ; nous reviendrons sur ces solutions dans la prochaine section qui résume les données qualitatives recueillies et qui nous ont notamment permis d'identifier quelques pistes de solutions.

Les données qualitatives

Toutes les personnes rencontrées ont apprécié la réflexion sur la question de l'égalité entre les hommes et les femmes en économie sociale, sur la présence des femmes dans les postes de directions, incluant les conseils d'administration et sur la proportion d'hommes et de femmes en général dans l'écosystème d'accompagnement des projets d'économie sociale. Dans la majorité des cas, il s'agissait d'une première, puisqu'ils n'avaient jamais eu l'occasion de vraiment réfléchir à la question, que ce soit dans leur entreprise, dans leur secteur d'activité ou, plus largement, dans l'économie sociale. Il s'agit, à notre avis, d'une des retombées du projet, même si elle est difficilement mesurable en termes d'impact. Amorcer une réflexion et faire valoir l'importance d'une vision d'ensemble du secteur, incluant l'analyse différenciée selon les sexes, est certainement un avancement dans notre connaissance de la réalité des hommes et des femmes en économie sociale.

L'espace d'échange qui a été créé le temps des groupes de discussion a également été fort apprécié par tous les participants. Du côté des femmes, les échanges ont été vus comme un soulagement d'entendre d'autres entrepreneures vivant la même réalité ; pour les hommes, c'est plutôt la prise de conscience des différentes réalités vécues par les hommes et les femmes qui a été apprécié.

D'ailleurs, la raison pour laquelle nous avons rencontré deux groupes de discussion d'hommes est en lien direct avec l'analyse différenciée selon les sexes. Comme nous souhaitions savoir s'il existe des différences selon que l'on soit un homme ou une femme dans les motivations à entreprendre en économie sociale, dans les défis rencontrés et dans les outils envisagés pour soutenir l'entrepreneuriat, il était essentiel de poser les questions à des femmes et à des hommes et, ainsi, mesurer les différences en comparant les résultats obtenus.

Rappelons que l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) est un processus d'analyse favorisant l'atteinte d'une égalité de fait entre les femmes et les hommes. Elle permet de discerner, de façon préventive, les effets distincts sur les femmes et les hommes que pourrait avoir l'adoption d'une loi, d'un règlement, d'une politique, d'un programme, d'une mesure ou d'un service à l'intention des citoyennes et des citoyens.

¹⁶ Voir à ce sujet le document intitulé « La perception de l'accès au financement chez les femmes entrepreneures », produit en 2000 par le Ministère de l'Industrie et du Commerce.

Les grands constats

L'analyse des entrevues réalisées auprès des partenaires, des directrices d'entreprises d'économie sociale et des groupes de discussions avec des entrepreneurEs permet de dégager des constats dans trois catégories :

- 1) les motivations à entreprendre en économie sociale
- 2) les défis rencontrés
- 3) les solutions qui ont permis ou qui permettraient de répondre à ces défis

Avant de décrire ces constats, il est important de rappeler deux considérations qui constituent en quelque sorte les limites du projet. La première est que le petit nombre d'entrevues réalisées et de régions visitées ne permet aucunement de généraliser à l'ensemble du Québec les résultats tirés de cette enquête. Les constats qui se dégagent permettent de dresser un portrait sommaire des enjeux entourant l'entrepreneuriat féminin et pour des lieux géographiques très précis.

La deuxième considération à garder en mémoire est que les entrevues et les groupes de discussion ont été réalisés dans un contexte particulièrement difficile pour les personnes et les organisations rencontrées. Les contextes d'austérité et de déstructuration de l'écosystème de services et d'accompagnement des entrepreneurs et des organisations d'économie sociale ont eu un impact sur chaque personne rencontrée. Ce qui se traduit notamment par une perte de repères régionaux quant au financement et à l'accompagnement au démarrage ou à l'expansion d'entreprises d'économie sociale mais également par la frustration, le découragement et dans certains cas, l'incapacité à se projeter ou à projeter la vie de l'entreprise dans un horizon plus ou moins lointain.

Les motivations à entreprendre en économie sociale

Selon nos analyses, les motivations à entreprendre en économie sociale ou à diriger une entreprise sont relativement semblables pour les hommes et pour les femmes. De façon générale, le choix d'entreprendre en économie sociale reflète des valeurs, une passion, des aspirations et répond à un besoin d'implication ou une volonté de contribuer à un mouvement de changement social. Pour plusieurs, il s'agit d'un projet de collectivité qui permet d'avoir des retombées positives dans son milieu. L'économie sociale est perçue comme un levier pour contribuer au développement économique, mais surtout social de son territoire.

« Au départ, entreprendre en économie sociale, c'est un choix qui s'est fait en lien avec mes valeurs et avec l'idée de contribuer à la transformation sociale. Mon parcours académique et professionnel m'a amené à travailler et à m'initier aux concepts entourant l'innovation sociale. Je trouvais que l'approche entrepreneuriale était une belle façon d'aborder cet enjeu-là. » (Gr. discussion hommes Mtl)

« Dans le choix d'entreprendre en économie sociale, il y a une question de valeur. Si l'on prend la mission de notre compagnie de théâtre, il y a l'idée d'être un acteur dans le milieu et d'offrir quelque chose à notre communauté (...) On contribue ainsi au développement de notre région, pas juste sur le plan économique, mais aussi sur le plan social. » (Gr. discussion femmes Abitibi)

La volonté de créer son propre emploi et de répondre à un besoin identifié par un groupe d'individus, voire une communauté entière, ont également été mentionnées par quelques personnes. Dans plusieurs cas, l'économie sociale s'est imposée ou allait de soi.

« On n'a jamais pensé faire autre chose qu'une entreprise d'économie sociale. Premièrement, ça correspondait plus à nos valeurs et, deuxièmement, on n'avait tellement pas de financement personnel, ... » (GR. discussion femmes Montréal)

« Notre entreprise est née d'un besoin. Nous sommes mères monoparentales et résidentes du quartier, un quartier défavorisé avec peu de ressources en alimentation et restauration (...). Parfois, on allait sur le Plateau et on ne se sentait pas bienvenues avec nos poussettes. Il fallait sortir du quartier pour aller dans un café. C'est ça la base : il y a un besoin, à savoir un lieu accueillant pour les familles et les enfants. Cela n'existe pas donc on va le créer ». (Une DG de Montréal)

Le modèle de l'économie sociale est également apprécié sur le plan de la gouvernance et de la dimension démocratique qu'elle permet.

« Le statut d'OBNL (...) vient aussi avec des convictions politiques, notamment au niveau de la gouvernance (...) On a un ancrage local et une gouvernance démocratique. » (Gr. discussion hommes Abitibi)

Le choix du statut juridique de l'entreprise est parfois influencé par la possibilité de subventions, ou encore par l'autonomie de gestion qu'un statut permet.

« La coop de travailleurs, c'est le modèle qui nous a le plus intéressé au départ parce qu'on avait envie que les décisions appartiennent aux travailleurs parce que le côté emploi de qualité et liberté dans l'emploi étaient super importants pour nous (...). Un moment donné, même si le café appartient au quartier, on n'avait pas envie que des gens viennent imposer des choses aux travailleurs (...). » (Gr. discussion femmes Mtl)

« Une chose qui a été déterminante c'est les pouvoirs qu'on peut donner à l'Assemblée générale dans le cadre de la Loi sur les coop. Nous on voulait que les membres aient plus de pouvoirs que le CA. Comme coop, on a donné à l'AG le pouvoir, entre autres, de déterminer les tarifs, le projet éducatif, les orientations générales et d'adopter toutes formes de rapport. C'est vraiment à ce niveau que ça s'est joué et après dans le démarrage comme tel, ça a été plus facile, parce qu'on est à statut fiscal sans ristourne et le fait d'être sans but lucratif et d'aller chercher des membership, ça nous a donné beaucoup d'appuis dans la population parce qu'on a parti une garderie avec 0 \$. Et 0 subvention » (Gr. discussion femmes Abitibi)

« Le système des subventions fait que, il faut quasiment être un OBNL pour être admissible aux subventions publiques, donc le modèle de l'OBNL s'imposait pour nous. » (Gr. discussion femmes Abitibi)

Une différence importante dans les motivations qui est ressortie entre les hommes et les femmes concerne le rapport à l'argent. Certaines femmes ont évoqué un malaise avec le fait que leur projet entrepreneurial dégage des profits. Dans certain cas, ce malaise est plus personnel et ressemble à un sentiment de culpabilité vis-à-vis l'argent. La possibilité de réinvestir les bénéfices dans des projets de l'entreprise amenuise en quelque sorte cette culpabilité ou ce malaise.

« Je serais même mal à l'aise d'avoir une entreprise dont les profits me reviendraient personnellement. (...) tu sollicites beaucoup de gens, tu mobilises beaucoup de gens pour la cause. C'est louable et c'est ce qui motive. Mais le faire à titre personnel pour faire des

gains, je ne pense pas que j'aurais mis autant d'ardeur au travail. » (Gr. discussion femmes Abitibi)

Il faut noter qu'aucun homme n'a mentionné de telles préoccupations personnelles par rapport à l'argent. On a plutôt mentionné l'incohérence entre la règle gouvernementale qui empêche d'accumuler des fonds même s'ils visent à réaliser des projets dans l'entreprise et le financement de l'État, dans le cas d'entreprises dont une part du financement consiste en des subventions à la mission.

Les défis rencontrés

Les défis communs aux femmes et aux hommes

Si certains défis sont communs aux femmes et aux hommes rencontrés, d'autres semblent particuliers à l'un ou l'autre.

Parmi les défis communs, le financement du projet entrepreneurial est assurément celui que tous les entrepreneurs rencontrent, hommes et femmes. Il s'agit du défi qui pose le plus d'enjeux aux entrepreneurs, que ce soit en lien avec la possibilité d'embaucher du personnel, de remplir la mission de l'organisation ou encore de conjuguer à la fois la rentabilité économique et la mission sociale des entreprises.

« (...) La confrontation perpétuelle entre obligation et mission, j'en ai fait le sujet de ma maîtrise, c'est une préoccupation constante en économie sociale, comment rester cohérent avec nos valeurs et, en même temps, survivre économiquement. » (Gr. discussion femmes Montréal)

L'accès au financement pour le démarrage, l'expansion ou le roulement de l'entreprise est un défi que tous partagent également, que ce soit par le biais des subventions, des prêts ou la vente de produits ou services. En ce qui concerne les subventions, les coupes récentes dans les fonds dédiés à l'économie sociale ou encore dans les programmes d'accompagnement, par exemple dans les CLD ou les CDEC, amplifient les défis et, dans certains cas, complexifient les démarches des entrepreneurs.

« On a 6 ans d'existence et le soutien financier qu'on a eu pour démarrer vs celui qu'on a eu pour notre expansion cette année, c'est même pas comparable. Je remonte en 2009, le démarrage, on avait un soutien du CLD qui était intéressant, on avait la CDR qui est à peu près morte actuellement, il n'y aura plus d'instance régionale. Et au niveau des subventions du Centre local d'emploi, c'était vraiment très différent, on avait eu 3 subventions salariales sur 2 ans qui font une différence au démarrage » (Gr. discussion femmes Abitibi)

Il semble que les aides financières aux OBNL et coopératives se sont amenuisées dans les dernières années et que le financement disponible vise plutôt l'innovation que le roulement des entreprises.

« Ou t'es la saveur de l'année. Moi j'ai été la saveur de l'année mais après la saveur elle passe. Ils te disent : crée un autre projet. Attends ! Je tiens tout à bout de bras et je shake...que veux-tu que je crée d'autres ? » (Gr. discussion femmes Mtl)

La méconnaissance des réalités de l'économie sociale, autant par le grand public que par les bailleurs de fonds, ajoute un défi aux entrepreneurs. Cette méconnaissance n'est pas nouvelle du moins pour le grand public, mais est plus surprenante lorsqu'on mentionne que des institutions financières dédiées à l'économie sociale, font preuve d'une méconnaissance de la réalité vécue sur le terrain.

« Une montagne à surmonter. Ça a été l'enfer et c'était assez apocalyptique de voir à quel point ils connaissent mal la réalité des entrepreneurs sociaux, alors qu'ils sont là pour développer des trucs en entrepreneuriat social. C'était aberrant, aberrant. »
(Une DG à Montréal)

Dans certains cas, l'apport financier de partenaires de proximité sur le territoire, donc physiquement plus proche semble faciliter les choses. Particulièrement en région.

« J'ai fait des arrangements, mais c'était pas une problématique. Parce qu'on est connu dans notre milieu aussi, on est de plus en plus connu dans notre milieu. » (Une DG au Centre-du-Québec)

Dans d'autres cas, mais c'est probablement un cas très particulier, c'est un prêt « privé », d'un individu fortuné qui permet de sauver la situation.

« On était vraiment dans une impasse incroyable. C'est un homme d'affaire qui m'a dit : combien t'as besoin? J'ai besoin de 300 000 \$ là ...il nous l'a passé...(...) on a remboursé, on a réussi à aller chercher les sous dans des campagnes de financement...mais ça aussi, ça a une limite » (Une DG en Abitibi)

Les besoins en termes de compétences

Un autre défi que rencontre les entrepreneurs, particulièrement en phase de démarrage, est le recrutement de travailleurs compétents dans différents domaines (gestion des ressources humaines, comptabilité, administration, etc.).

« J'ai trouvé difficile (les ressources humaines) (...) de trouver des personnes qui ont un intérêt pour la structure, pour la mission et l'expertise dont j'ai besoin. Ça s'est posé beaucoup plus en comptabilité qu'ailleurs et je pense que c'est parce que la comptabilité est un métier de rigueur et de discipline et que parfois en économie sociale, on fait avec les moyens du bord et il faut être flexible. Donc de trouver ces deux caractères chez un comptable ou une direction comptable a été un vrai défi pour nous. »
(Une DG à Montréal)

Pour d'autres, les obstacles résident dans la gestion quotidienne et la fatigue des multiples responsabilités (la gestion financière, humaine, administrative, la reddition de compte, etc.) qui en découlent :

« Je suis fatiguée. Je suis fatiguée d'avoir tous ces défis-là et pour moi c'est le plus grand enjeu. On nous demande énormément, dans plein de sphères et on développe une super polyvalence, on est vraiment incroyables, à tous niveaux et on sait s'entourer, mais un moment donné, c'est le syndrome de la goutte : on se donne, on se donne, on se donne, on s'entend que souvent on n'a pas des gros salaires, on a une vie familiale, on a plein de chapeaux, pleins d'identités. Ça fait 4 ans que je suis directrice générale, (...) je ne suis pas tout à fait d'accord avec toi quand tu dis que le communautaire n'est pas une entreprise ;

c'est une forme de gestion. Quand tu gères des fonds, même publics, t'as plein de redditions de comptes, t'as une gestion d'employés, c'est les mêmes défis, c'est fatigant ». (Gr. discussion femmes Mtl)

Finalement, l'absence de structures de soutien et d'accompagnement présentes tout au long de la vie des entreprises a également été noté comme un défi général pour les entrepreneurEs. S'il existe de l'accompagnement pour la phase du prédémarrage et du démarrage, le suivi à plus long terme, par exemple dans les 5 premières années de l'entreprise, est inexistant et identifié comme un besoin.

« Y'a pas de place où on peut te dire : on va t'accompagner et que ça soit vrai! En termes de compréhension, de structure juridique et de type d'entreprise. Si c'est dans l'industriel, une coop, y'a d'autre réalités, différentes si tu es un OBNL dans le secteur de la famille, par exemple. Y'a pas un accompagnement de A à Z, à partir du moment où tu as ton plan d'affaires, tes précisions financières, t'as fait tes devoirs, à partir de là, il faudrait un accompagnement jusqu'à la consolidation, jusqu'à mettons 5 ans après, pour te dire : maintenant c'est ici que tu vas cogner, après ça va être ça, après ça, etc. L'entrepreneur est tout seul. » (Gr. discussion femmes Mtl)

Les défis propres aux femmes entrepreneures

Le « monde masculin » de la finance

Plusieurs personnes rencontrées ont affirmé qu'il y a beaucoup plus d'hommes dans le secteur financier, même dans la finance solidaire. Certains vont jusqu'à dire que la proportion d'hommes et de femmes s'inverse lorsque l'on passe des entreprises d'économie sociale, à l'écosystème d'accompagnement et de financement des entreprises. Si les 2/3 de la main-d'œuvre en économie sociale est féminin, le monde de la finance serait largement masculin et la finance solidaire n'y ferait pas exception. Nous utilisons ici le conditionnel car il est impossible d'avoir une information précise à cet effet. Par contre, considérant le nombre de fois où cette affirmation a été formulée, nous devons en tenir compte et être sensible à ce sentiment généralisé, autant chez les hommes rencontrés que chez les femmes; sentiment qui occasionne d'ailleurs différentes expériences et perceptions chez les femmes entrepreneures, notamment le sentiment d'être désavantagées.

« Les gens qui gravitent dans cet univers d'économie sociale, de travail social sont quand même confrontés à un écosystème masculin. (...) L'écosystème de l'entrepreneuriat social et collectif à mon sens reste un écosystème d'hommes. On a travaillé avec 300 personnes pour démarrer un projet, dont des structures entrepreneuriales, des structures de financement et à peu près systématiquement, quand on s'adressait à des postes de direction, des postes décisionnels, je m'adressais à des hommes. Au niveau philanthropique, c'est la même chose. (...) C'est une chose de vouloir te lancer, après si le regard qui est porté par les gens qui sont susceptibles de t'appuyer, au niveau partenarial ou au niveau financier, c'est des regards discriminants, on va le dire comme ça, tu pars avec une strike...et ça m'apparaît comme un élément qui est susceptible d'influencer la façon dont on se lance ou qu'on décide de persister dans ce milieu-là. » (Gr. discussion hommes Mtl)

Les entrepreneures racontent vivre des discriminations parce qu'elles sont des femmes, et encore plus si elles sont de « jeunes femmes ». La plupart estiment ne pas être prises au sérieux et manquer de crédibilité aux yeux des bailleurs de fonds. Dans cet esprit, une participante exprime qu'il est toujours préférable d'être accompagnée par un homme.

« Pour moi c'est perceptif. On le dit jamais, mais y'a quand même une perception. Pour donner une crédibilité, t'es mieux d'avoir un monsieur, d'un certain âge et idéalement avec une cravate, quand tu vas vers le monde de la finance ou de l'entrepreneuriat... » (Gr. discussion femmes Mtl)

Les préjugés semblent se fonder sur l'âge, le sexe et aussi sur la nature sociale de l'entreprise : ils semblent d'autant plus grands lorsque l'entreprise d'économie sociale est dans un secteur traditionnellement masculin, comme le secteur manufacturier :

« Tous les hommes dans le domaine des affaires que je rencontre, bailleurs de fonds, etc. ça prend une éternité. Maintenant la personne qui m'aide comme coach, il fait du développement des affaires, les bailleurs de fonds l'appellent lui au lieu de m'appeler moi ! Parce que c'est un homme. Pour avoir des renseignements sur mon entreprise. (...) C'est moi la dg et la fondatrice...c'est assez particulier. » (Gr. discussion femmes Mtl)

Il y a toutefois un envers à ces préjugés, à cette impression de ne pas être prises au sérieux et il provient des femmes elles-mêmes. Elles auraient en effet un sentiment d'imposture assez généralisé, un manque de confiance en leurs moyens, parfois une crainte face à l'endettement ou une aversion pour le risque, particulièrement du côté financier.

« Des prêts non, j'avais peur de ça et j'ai toujours essayé d'éviter ça. (...) J'essayais d'éviter soigneusement les prêts, c'était trop risqué. » (Une DG en Montérégie)

Par ailleurs, il semble y avoir un défi majeur pour les femmes dans la manière de se présenter devant un bailleur de fonds ou de présenter une demande de prêt. Elles bénéficieraient grandement de coaching ou de formation pour développer leurs habiletés financières et leur confiance en elles. Une des partenaires du projet résume très bien le point :

« Le problème c'est dans la manière de se présenter. Les banquiers sont tellement habitués d'avoir des styles de demandes masculines que quand la femme arrive avec toutes ses insécurités et qu'elle les raconte à son banquier, c'est sûr qu'il veut pas lui prêter! Un homme va jamais dire : si tu savais comment je suis pas bon avec les chiffres! Mais nous, elles nous le disent toutes! Les femmes disent ça à leur banquier! Et au contraire, elles sont super bonnes! Elles savent exactement tout ce qui est dans leurs chiffres! Mais elles viennent nous dire qu'elles sont pas bonnes! Je pense qu'il est là le problème. » (Gr. discussion femmes Abitibi)

Une autre directrice résume bien le sentiment d'imposture. Tout en se reconnaissant des qualités entrepreneuriales, elle n'arrive pas à se présenter comme tel.

« Dans le fond, je me suis découvert des qualités d'entrepreneuse et je suis capable de le voir chez d'autres que je rencontre. Y'a des qualités intrinsèques aux entrepreneurs. Y'a des gens qui le seront jamais. Et, en même temps, chaque fois qu'on a été convoqué à des soirées d'entrepreneurs, on avait l'impression de se déguiser, d'incarner, d'être imposteur. On allait jouer un rôle d'entrepreneur et on

voyait des gens qui flashaient des cartes d'affaires, qui serraient des mains, dans des espèces de small talk et ça marchait pas. Je me présente jamais comme entrepreneure... » (Gr. discussion femmes Montréal)

Cela dit, la plupart développent ces qualités « d'entrepreneures » et acquièrent, avec le temps, des compétences de gestionnaire.

« Parce qu'en économie sociale, j'ai pas de statistiques là-dessus, mais souvent y'a des gens qui n'ont aucune formation business, qui ont une idée qui ont des rêves, des projets une vision et tout ça. Moi je suis en sociologie, j'ai jamais touché la gestion de ma vie, mais c'est un vrai défi d'avoir des gens qui vont t'aider à rendre réaliste ton projet, à faire un plan d'affaires, on s'improvise pas gestionnaire. » (Gr. discussion femmes Mtl)

La conciliation travail-famille

« On constate des enjeux pas de conciliation travail famille, mais simplement d'équilibre professionnel, pour moi qui est un terme un peu plus universel (...) un moment donné, on peut être très nourri et très passionné par ce qu'on fait, faut retrouver un équilibre (...) » (Gr. discussion hommes Mtl)

« Le mot équilibre (...) en ce moment c'est ce que je cherche et je n'ai même pas d'enfants ! Cela me fait du bien de vous entendre. Je constate que tout ce qu'on décrit en termes de sous-effectif, d'énergie à trouver des solutions avec très peu de moyens et de moins en moins de moyens, ça fait un énorme poids de responsabilités et comme je dis, j'ai même pas d'enfants et des fois je trouve que je surchauffe, y'a beaucoup de stress » (Gr. discussion femmes Abitibi)

Si toutes les personnes rencontrées identifient l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée comme un défi, la conciliation travail-famille est nommée comme un défi uniquement par les femmes. Les hommes qui parlent de la conciliation travail-famille l'abordent plutôt comme un défi de gestionnaire vis-à-vis de leur personnel majoritairement féminin.

Ce défi est d'autant plus grand pour les femmes lorsque la conciliation travail/famille se conjugue au démarrage de l'entreprise, une période qui exige un investissement personnel plus grand.

« Le plus grand obstacle que j'ai vécu en tant qu'entrepreneure, c'est la conciliation travail famille. C'est L'ENFER, point final ! C'est ça pour moi le plus grand défi dans l'entrepreneuriat féminin. Point final. » (Une DG à Montréal)

« L'aspect pour moi le plus difficile, c'est la conciliation famille-travail. J'ai 3 enfants et c'est pas facile de travailler beaucoup comme ça. Mon conjoint a pris un peu plus de place à la maison, veut veu pas, à cause de la situation. (...) j'ai eu une garderie en milieu familiale pendant toute leur jeunesse, c'était moi le pôle central, là vue que je suis devenue l'entrepreneure et que je travaille énormément, mon chum a pris l'autre rôle et c'est correct, mais moi je le sens dans le regard des enfants où...maman est pas là, maman a encore des réunions, elle n'est pas là le soir, j'ai beaucoup de CA tout ça. (...) je le sens pas le fait que je sois une femme à

l'extérieur, mais je le sens dans mon rapport dans la maternité. Ce rapport où j'ai perdu une place quand même importante, aux yeux même de mes enfants dans une reconnaissance que c'est le père qui est là...c'est correct, c'est juste des airs...mais le fait que je sois femme, mon rapport a changé à l'interne, dans le noyau interne, à l'externe, je l'ai jamais senti. » (Gr. discussion femmes Mtl)

À la lecture de cet extrait, il semble qu'au-delà du temps que demande l'entrepreneuriat, il y a, chez les femmes, un sentiment de remord à délaissier les tâches familiales pour se consacrer au projet de l'entreprise.

D'un autre côté, plusieurs personnes identifient l'économie sociale comme un secteur qui permet une flexibilité, donc qui facilite l'aménagement des horaires en lien avec les responsabilités familiales. Les entrepreneurEs rencontrés nomment d'ailleurs la flexibilité comme une contrepartie aux salaires qui sont souvent beaucoup moins élevés que dans le privé.

« L'entrepreneuriat en ES offre aussi une liberté dans la gestion des horaires, c'est précieux, surtout quand on a des enfants » (Gr. discussion femmes Mtl)

Bref, à la lumière des entrevues que nous avons menées, nous avons pu constater que le financement, la recherche de personnel compétent et l'accompagnement des entrepreneurs à moyen terme sont des défis communs aux hommes et aux femmes; certains enjeux d'accès au financement sont propres aux femmes; que la conciliation travail famille est essentiellement une préoccupation féminine, mais que l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle est un enjeu pour l'ensemble des répondants, hommes et femmes.

Les solutions

De façon générale, l'idée de mettre en place des mesures de soutien spécifiques aux entrepreneures en économie sociale ressort des discussions. Car les ressources actuelles ne sont pas satisfaisantes et méritent, à leur avis, d'être développées. Mentionnons que les participantes ne parlent pas de mesures en lien avec les réalités qu'elles vivent comme femmes, mais plutôt d'outils qui reflètent les enjeux généraux qu'elles vivent en économie sociale et qui rejoignent également les hommes. Elles donnent l'exemple d'un espace où convergerait l'information nécessaire au démarrage et au développement d'une entreprise d'économie sociale.

De manière générale, les idées mentionnées par les entrepreneurEs sont en lien avec trois grandes thématiques : le financement, l'accompagnement et le soutien et la mesure de l'impact social. Elles se déclinent ensuite en actions plus précises qui touchent la promotion des outils financiers, la formation en gestion, le mentorat, le décloisonnement des réseaux et l'évaluation de l'impact social des entreprises d'économie sociale.

Le financement

Les solutions qui pourraient être mises de l'avant en lien avec le financement sont plus précisément liées à l'accès au financement et concernent à la fois les entrepreneures et les bailleurs de fonds.

En lien avec les bailleurs de fonds, il semble qu'ils gagneraient à adapter leur message pour mieux rejoindre les femmes entrepreneures. Un article récent de *Women's World Banking* (2014) décrit les meilleures pratiques bancaires pour rejoindre les femmes entrepreneures de petites et

moyennes entreprises. Parmi ces recommandations, on suggère, entre autres, d'envisager les femmes comme un public particulier. Selon cet article, « les recherches démontrent que les femmes ne cherchent pas des produits financiers différents des hommes, mais elles souhaitent être servies différemment et traitées avec respect » (p. 6). L'article suggère d'adapter le matériel promotionnel pour répondre aux besoins des femmes, incluant un service à la clientèle « d'une femme à une autre ». On suggère également de former le personnel, y compris les gestionnaires aux réalités différentes des femmes entrepreneures. Des employés qui comprennent comment interagir avec les entrepreneures peuvent ensuite être des ambassadeurs importants pour développer le marché financier auprès des femmes. (p. 6)

Essentiellement, pour l'ensemble des produits financiers disponibles sur le marché, il serait hautement profitable pour les institutions financières (les banques comme la finance solidaire) d'adapter le message aux femmes, comme on le fait d'ailleurs pour tous les produits que l'on vend, que ce soit du savon, une voiture ou du dentifrice! Les bailleurs de fonds augmenteraient assurément leur clientèle, puisque les femmes représentent un bassin important de nouveaux clients potentiels.

De l'autre côté, une partie de cette solution appartient aux entrepreneures ou repose sur leur volonté de développer leurs compétences en lien avec l'accès au financement. Parmi les outils qui pourraient être développés, pensons à des ateliers pratiques sur les stratégies de présentation ou de vente d'un projet d'affaires.

L'objectif étant de démystifier le monde financier et de favoriser le développement de la confiance en soi chez les entrepreneures, ces ateliers pourraient prendre la forme de « pratiques de présentation » devant des bailleurs de fonds. Sous forme de « socio-dragons », ces pratiques pourraient permettre aux entrepreneures d'apprendre à présenter leur projet efficacement à d'éventuels partenaires financiers et pourraient, en même temps, leur fournir des conseils d'affaires, notamment et surtout si les « dragons » sont des experts de l'économie sociale. Il serait toutefois important dans cette formule d'offrir des modèles masculins et féminins (les dragons).

« Amenez-nous des experts. Payez des experts pour qu'ils viennent nous dire : voici, on va te faire un plan de développement sur les 5 prochaines années, on va investir dans ton organisation. Qu'ils investissent dans nos organisations au lieu que ce soit des subventions. » (Gr. discussion femmes Abitibi)

Les différentes mesures de soutien

La possibilité d'échanger avec d'autres entrepreneurEs en économie sociale est aussi apparue comme un besoin chez les femmes rencontrées. L'idée d'une communauté de pratique pour des entrepreneures en économie sociale a été bien reçue ou mentionnée dans plusieurs discussions. Pour certaines, la mixité hommes-femmes semble intéressante puisqu'elle permet de partager une diversité d'expériences et de points de vue. Des participantes ont tout de même exprimé leur besoin de se retrouver entre « femmes entrepreneures » puisqu'elles peuvent être confrontées à des réalités singulières que les hommes ne rencontrent pas nécessairement. Autrement dit, les communautés non mixtes permettraient d'aborder des sujets qui ne seraient pas discutés en présence d'hommes entrepreneurs.

« (...) le fait d'avoir un homme dans la pièce, même un seul, ça empêche les femmes de parler de certaines affaires plus librement qui sont en lien avec la conciliation travail famille, mais autre chose aussi, parce qu'on va avoir peur d'être

jugée et tout. Oui la mixité c'est hyper intéressant, c'est la réalité de toute façon, mais il faut avoir aussi des espaces, des sous-groupes pour parler des « vraies affaires ! » (Gr. discussion femmes Mtl)

Une directrice générale propose également une plate-forme qui serait à la fois un lieu d'échanges et d'informations :

« Je trouve que la communauté de pratique ou d'échange serait vraiment intéressante, mais je me demande par qui ça pourrait passer ou être lancée pour avoir une bonne visibilité et que ça prenne rapidement. (...) L'idée serait de réunir sur une même plateforme des outils, des discussions, des procédures, de la documentation, etc. Je rêve de ça, pouvoir aller sur une plateforme dédiée à l'économie sociale sur laquelle on trouverait les financements du moment, mais aussi des discussions, des outils avec un forum. » (Une DG à Montréal)

Une telle communauté de pratique existe déjà dans la région du Centre-du-Québec, avec une préoccupation particulière pour le thème « Relève et gestion au féminin »

« Cette communauté de pratique est co-animée par la Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec et le pôle régional d'économie sociale. Elle est composée de six gestionnaires et se définit comme une communauté de pratique et de savoir permettant d'optimiser les expertises et les finalités respectives des participantes. Cette communauté de pratique repose sur l'idée que chacune des membres a une zone d'opération, un réseau formel et informel, des compétences, des savoirs, des objectifs, des enjeux et un mode de fonctionnement riche d'expériences particulières, d'où l'intérêt pour un lieu d'échange et de partage.

Outre les rencontres régulières, deux formations ont été organisées : Droit du travail et Communication intergénérationnelle. » (Tiré du rapport d'activités 2014-2015 du Pôle régional d'économie sociale).

Il s'agit certainement d'une initiative qu'il serait possible de reproduire, avec soit une dimension territoriale, soit par région ou pour une ville, ou encore selon des thématiques précises. Cette dernière formule permettrait des groupes mixtes, hommes et femmes.

Le mentorat/réseautage

Une autre mesure de soutien qui pourrait voir le jour pour les entrepreneures en économie sociale est le mentorat. Un rapport du Comité d'expertise sur le mentorat et l'entrepreneuriat des femmes (Condition féminine Canada), paru en juillet 2015 conclut à cet effet que « dans l'ensemble, les perspectives d'avenir des entrepreneures étaient menacées ou limitées par le manque de ressources, en particulier le manque de mentorat, d'information et de capital. » (p. 4). Même si cette étude ne s'attarde pas particulièrement à l'économie sociale, certaines des recommandations qu'on y lit vont dans le même sens que nos propres constats, en lien avec les entreprises d'économie sociale, à savoir :

- l'importance de recueillir davantage de données ventilées par sexe et de mener plus de recherches sur l'entrepreneuriat féminin et les facteurs essentiels à la réussite des entrepreneures. (p. 6)

- la pertinence d'établir et de soutenir un carrefour en ligne pour les entrepreneures de tout le pays où elles trouveront de l'information sur les ressources gouvernementales, les programmes qui les concernent et des conseils pour bien en tirer parti, et où elles pourront entrer en communication avec des mentores ou mentors. Ce carrefour pourrait aussi servir à partager les meilleures pratiques et à faire connaître les réussites. (...) Le Comité aimerait voir un portail pour l'entrepreneuriat féminin qui accélérerait les recherches et améliorerait l'accès aux ressources. (p. 6)

La recommandation générale que nous souhaitons ajouter à toutes celles déjà très pertinentes du Comité d'expertise sur le mentorat est d'inclure l'économie sociale et les entrepreneures en économie sociale, dans toutes les suggestions déjà mentionnées.

Le Réseau M a récemment mis sur pied un service de mentorat qui s'adresse particulièrement aux directions d'entreprises d'économie sociale (OBNL et coopératives), hommes et femmes¹⁷. Cette initiative est excellente et gagnerait à être mieux connue et utilisée. Il serait également intéressant de recruter davantage de femmes qui pourraient agir à titre de mentore ; actuellement, le Réseau M compte 16 mentors, dont 11 hommes et 5 femmes.

Mesure d'impact social

Quelques femmes ont mentionné l'absence d'outils de mesure d'impact social comme une lacune pour leur entreprise. Selon leurs réflexions, il serait logique d'ajouter cette mesure dans les rapports d'activités annuels. Toujours selon ces entrepreneures, au même titre qu'on doit produire un bilan financier annuel qui fait état de la création et du maintien d'emplois, des revenus et des dépenses, il serait intéressant d'inclure un bilan social qui fait état de l'impact social de l'entreprise dans la dernière année. Il serait également pertinent que cet impact social soit reconnu et pris en compte par les financeurs de l'économie sociale.

« On doit faire nos bilans financiers et faire vérifier nos comptes chaque année, mais y'a pas de bilan social qui est fait. Par contre, chaque année, on prend des décisions pour concilier le social et l'économique et ça joue nécessairement sur notre bilan économique. C'est jamais reconnu. » (Gr. discussion femmes Mtl)

Le développement d'indicateurs de mesure d'impact social des entreprises d'économie sociale fait partie des actions qui pourraient être prises en charge par le Chantier de l'économie sociale dans la suite de ce projet. Il serait particulièrement intéressant d'inclure un indicateur qui permet de mesurer l'impact selon une analyse différenciée selon les sexes.

¹⁷ <http://www.mentorat-es.info/>

En guise de conclusion

La rédaction de ce portrait nous a permis de faire le tour de la littérature disponible sur l'entrepreneuriat féminin en économie sociale au Québec et de réaliser qu'il existe une littérature beaucoup plus abondante ailleurs dans le monde, particulièrement en Europe. Nous avons également eu la chance de rencontrer des entrepreneurEs passionnéEs, dédiéEs et hautement créatifs quel que soit le stade de vie de leur entreprise : démarrage, consolidation, expansion, etc.

Même s'il est incomplet, ce portrait permet de tirer certaines conclusions, certes impossibles à généraliser mais qui indiquent tout de même une tendance en matière d'entrepreneuriat en économie sociale et ses différents impacts sur les hommes et les femmes. Un document de recommandations sera d'ailleurs tiré de ces conclusions ; il servira de base de discussion lorsque nous rédigerons, avec les partenaires, la feuille de route pour la seconde moitié du projet.

Les principales conclusions que nous retenons sont les suivantes :

- **Données différenciées selon les sexes**

Il y a peu, voire pas du tout, de données statistiques différenciées selon les sexes en lien avec l'entrepreneuriat collectif. Il serait fondamental, dans les différentes banques de données qui suivent l'évolution de l'économie sociale au Québec, d'investir dans des outils statistiques intégrant des données sexuées pour mieux cerner et analyser la réalité de l'entrepreneuriat en économie sociale en général et celle des femmes en particulier.

À cet effet, nous pourrions proposer des indicateurs sexués (quantitatifs et qualitatifs) pour mesurer la performance des dispositifs d'aide à l'entrepreneuriat en économie sociale (hommes et femmes).

- **Faciliter l'accès au financement**

Il reste du travail à faire pour faciliter l'accès au financement des entrepreneures en économie sociale, et ce, dans tous les secteurs d'activités.

Pour y arriver, un double travail doit être effectué. D'une part, un travail de sensibilisation à l'entrepreneuriat féminin dans le monde de la finance solidaire quant à ses enjeux et ses besoins spécifiques. D'autre part, auprès des femmes, que ce soit par l'offre de formations pour augmenter leurs compétences financières et par la promotion des outils financiers disponibles (incluant les différents types de prêts). Le but ultime étant de créer et de valoriser une culture entrepreneuriale chez les femmes, particulièrement en économie sociale.

- **Soutenir, accompagner, former les entrepreneurEs**

L'offre de structures d'incubation, de formation, de possibilités de mentorat et de réseautage aux entrepreneures en économie sociale est également un enjeu majeur. À cet effet, le décloisonnement des réseaux actuels dédiés aux femmes (de type Femmessor, Réseau des femmes d'affaires, Compagnie F, etc.) pour que des liens soient créés avec le secteur de l'économie sociale fait partie des pistes de travail à creuser.

Dans un contexte où de nombreuses entreprises sont déjà ou seront à la recherche de relève au cours des prochaines années, les femmes représentent un important bassin de relève potentielle. La formule de relève d'entreprise en formule coop ou OBNL constitue

une piste importante à explorer pour tous les entrepreneurs en économie sociale, tout comme le développement, en général, d'une culture entrepreneuriale en économie sociale.

- **Faciliter la conciliation famille-travail**

Même s'il s'agit d'un vaste enjeu qui concerne l'ensemble de la société québécoise, la mise sur pied d'actions ou de mesures concrètes qui facilitent l'articulation des temps de vie devrait aller de soi et être incluses dans tous les projets d'économie sociale. Particulièrement dans les périodes de création, d'expansion ou de reprise d'entreprise qui sont des périodes résolument chronophages. Le développement de structures comme les incubateurs et des modes de garde souples, plus adaptés aux femmes entrepreneures ne sont que quelques exemples de ces actions.

Bibliographie

Aidis, Ruta, Julie Weeks and Katrin Anacker. *The Global Women Entrepreneur Leaders Scorecard 2015: From Awareness to Action*. Report, ACG Inc., 2015, 26 p.

Arseneau Bussières S., Roy S., Arsenault C., Glazer Allard J.D., Sall K. et Tita G. Portrait et impacts sociaux des entreprises d'économie sociale de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. 2011, 130 p.

Beaulieu Bastien, Elsa. *Un regard féministe sur l'économie sociale et solidaire*, 2012. Revue Développement social, vol. 13, no. 1, mai 2012, pp. 18-19.

Binhas, Lynda. *Les femmes en économie sociale: un portrait de la main-d'oeuvre*. Paru dans Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), en collaboration avec l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes. Actes du colloque *L'économie sociale du point de vue des femmes*, sous la direction de Christine Corbeil, Francine Descarries et Elsa Galerand. Université du Québec à Montréal, 2011, pp. 27-42.

Bouchard, Marie J. *Portrait statistique de l'économie sociale de la région de Montréal*. Chaire de recherche du Canada économie sociale, UQAM, 2008, 85 p.

Buendia-Martinez, I., Malo, M-C, Vézina, M., «Conceptualization of women's collective entrepreneurship: From strategic perspectives to public policies», dans D. Ribero et M.-Á. Galindo, *Women's Entrepreneurship and Economics*, Éditions Springer, 2011.

Carrier, Camille, Julien, Pierre-André et Menvielle, William. *Un regard critique sur l'entrepreneuriat féminin : une synthèse des études des 25 dernières années*. Article paru dans *Gestion*, volume 31, numéro 2, été 2006, pp. 36-50.

Chaire de l'entrepreneuriat féminin – Laboratoire de l'égalité et organismes associés. *Charte pour l'entrepreneuriat féminin. 20 propositions pour faire avancer l'entrepreneuriat féminin*. 2013, France, 6 p.

Chantier de l'économie sociale, *Fiche d'informations générales*, 2015, 4 p.

Chantier de l'économie sociale, *Guide de référence sur l'économie sociale*, 2015, 32 p.

Cholette, Chantal et Bouchard, Lyne. *Portrait des entreprises d'économie sociale en Outaouais*. 2013, 157 p.

Collette, Cynthia. *Portrait des entreprises d'économie sociale en Estrie*. 2012, 28 p.

Condition Féminine Canada. *Rapport du Comité d'expertise sur le mentorat et l'entrepreneuriat des femmes*. Gouvernement du Canada, Gatineau, Québec. 27 p.

Comité sectoriel de main-d'œuvre économie sociale action communautaire (CSMO-ESAC). *Les repères en économie sociale et en action communautaire. Panorama du secteur et de sa main-d'œuvre*. Montréal, Québec, 2012, 54 p.

Compagnie F. *Forces des entrepreneures immigrantes : du parcours migratoire au parcours entrepreneurial. Aperçu d'une recherche-action de Compagnie F sur les moyens d'améliorer l'accès des entrepreneures immigrantes au financement et aux occasions de croissance pour leur entreprise.* Montréal, Québec, 2013, 12 p.

Compagnie F. *Moyens d'améliorer l'accès des entrepreneures immigrantes au financement et aux occasions de croissance pour leur entreprise.* Rapport d'une recherche-action, Montréal, Québec, 2013, 32 p.

Conférence régionale des élus (CRÉ) Vallée-du-Haut-Saint-Laurent. *Portrait des femmes entrepreneurs de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent.* 2012, 95 p.

Conseil du statut de la femme. *Les femmes dans les conseils d'administration des entreprises québécoises.* 2014, Québec, 15 p.

Defalvard, Hervé. *Les femmes dans l'ESS : les raisons d'une surreprésentation.* Note sur l'étude de J. Lafranchi et M. Nancy (2013), « Female Overrepresentation in Public and Nonprofit Sector Jobs : Evidence From a French National Survey », dans *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, XX, p. 1-28, 2013, 4 p.

Dussuet, Annie et Flahault, Erika. *Des emplois soutenables dans les associations? La part du genre. Travail, organisations et politiques publiques: quelle "soutenabilité" à l'heure de la mondialisation?* Presses Universitaires de Louvain, 2012, Cahiers du Cirtes, hors série no. 2, pp. 159-172.

Dussuet, Annie, Flahaut, Érika et Loiseau, Dominique. *Emploi associatif, féminisme et genre.* XIe Rencontres du RIUESS – Réseau inter-universitaire de l'économie sociale et solidaire, 15-16 et 17 juin, année inconnue. France, 17 p.

Fournier, Danielle et St-Germain, Lise. *Femmes au coeur de l'économie sociale et solidaire.* Document réalisé pour le comité organisateur du Forum international de l'économie sociale et solidaire (FIESS). Montréal, Québec, 2011, 6 p.

France 24. *Les femmes entrepreneures, "le premier marché émergent au monde".* Article paru le 7 juillet 2015, 4 p. Disponible en ligne:

<http://www.france24.com/fr/20150706femmeschefentrepriseentrepreneuremarcheemergentafriqueconomieemploiberlin>

Guérin, Isabelle et Hersent, Madeleine. *Revisiter la division sexuelle du travail: une approche internationale des initiatives de femmes dans l'ESS.* XIe Rencontres du RIUESS – Réseau inter-universitaire de l'économie sociale et solidaire, 15-16 et 17 juin, année inconnue. Poitiers, France, 9 p.

Guérin, Isabelle, Hersent, Madeleine et Fraisse, Laurent. *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale.* Éditions Éres, France, 2011. 384 p.

International Labor Organization. *Leveraging the cooperative advantage for women's empowerment and gender equality.* Cooperatives and the world of work, no 1. Genève, 4 p.

Jekovska, Monica et Nolin, Michel. *Portrait des entreprises d'économie sociale du Centre-du-*

Québec. *Résultats d'une enquête réalisée auprès de 49 entreprises d'économie sociale et comparaison avec l'enquête de 2001*. 2007, 125 p.

Lee-Gosselin, Hélène. *Portrait et réalités de femmes entrepreneures immigrantes à Québec : une étude exploratoire (synthèse)*, 2014. Chaire Claire-Bonenfant – Femmes, Savoirs et Sociétés, Université Laval. 79 p.

Lee-Gosselin, Hélène, Housieaux, C. et Villeneuve, M. *Réalités, besoins et défis des femmes entrepreneures de la région de la Capitale-Nationale*, 2010. Chaire Claire-Bonenfant – Femmes, Savoirs et Sociétés, Université Laval. 108 p.

Lee-Gosselin, Hélène et Hawo, Ann. *Où sont les femmes dans la direction des organisations? Comprendre la situation, mettre en évidence les facteurs de réussite et les obstacles, indiquer des pistes de solution*. Chaire Claire-Bonenfant, Femmes, Savoirs et Sociétés, Université Laval, Québec, 2012, 24 p.

Légaré, Marie-Hélène et St-Cyr, Louise. *Portrait statistique des femmes entrepreneures*. Chaire de développement et de relève de la PME, école des Hautes Études Commerciales, Montréal, Québec. Rapport réalisé à la demande du Groupe-conseil sur l'entrepreneuriat féminin et du Ministère de l'Industrie et du Commerce, 2000, 68 p.

Mailhot, Claire. *Portrait des entreprises d'économie sociale de la Montérégie Est*. 2013, 36 p.

Merlant, Philippe et Alet, Claire. *Entreprendre au Pluri'elles: femmes actrices de l'économie sociale et solidaire. Notes de synthèse*. Colloque du 3 février 2014, co-organisé par le Mouvement de l'économie solidaire, le Labo de l'ESS, l'Agence pour le développement de l'économie locale et le Centre interdisciplinaire de Recherche Travail, État et Société. Paris, 34 p.

Ministère de la famille, des aînés et de la condition féminine. *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*. Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes, Québec/Montréal, MFAFC, 2006, 91 p.

Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE). *Foncez! Tout le Québec vous admire. Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat*. 2011, 72 p.

Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations. *Portrait économique des régions du Québec*. Éditions automne 2014, Québec, Québec, 118 p.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. *Femmes et travail, le féminin, ça s'emploie partout. Stratégie d'intervention d'Emploi-Québec à l'égard de la main-d'œuvre féminine. Faits saillants*. 2009, 16 p.

Ministère de l'Industrie et du Commerce. *La perception de l'accès au financement chez les femmes entrepreneurs*, rapport rédigé par Andrée Lafortune et Louise St-Cyr, Montréal, Québec, 2000, 76 p.

Ministère de l'Industrie et du Commerce. *Les défis des entrepreneures*. Rapport du Groupe-Conseil sur l'entrepreneuriat féminin, Québec, 2000, 32 p.

Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie. *Entreprendre au*

féminin. Rapport du Groupe de travail sur l'entrepreneuriat féminin. Québec, 1997, 40 p.

Morissette, Sophie, Lequin, Marie et O'Cain, Lynn. *Portrait socio-économique des entreprises d'économie sociale de la Mauricie.* 2009, 93 p.

Morissette, Sophie et Méthé, Marie-Hélène. *Portrait socio-économique des entreprises d'économie sociale de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent,* 2012, 72 p.

Observatoire de l'économie sociale et solidaire en Ile-de-France. *L'égalité professionnelle femmes-hommes dans l'économie sociale et solidaire.* 2014, 4 p.

OCDE. *Rapport sur l'initiative de l'OCDE pour la parité : l'égalité entre les hommes et les femmes en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat.* Réunion du Conseil au niveau des ministres, Paris, 25-26 mai 2011. 78 p.

Organisation internationale du travail. *Le développement de l'entrepreneuriat féminin. Encourager les femmes entrepreneures pour l'emploi et le développement.* Programme sur les entreprises durables, Genève, Suisse, 2014, 4 p.

Oriza, James et Paul, Bénédicte. *Rôle des femmes entrepreneures dans le renforcement de l'économie sociale et solidaire en Haïti,* 2014. Article paru dans *Haïti Perspectives*, vol. 3, no. 3, automne 2014, pp. 23-26.

Pôle d'économie sociale de l'Agglomération de Longueuil. *Portrait de l'économie sociale.* 2012, 13 p.

Pôle d'économie sociale de la Jamésie, Nord-du-Québec. *L'économie sociale en Jamésie.* 2010, 10 p.

Relais-femmes. Séminaire « *Quand des femmes dirigent des entreprises collectives à caractère social!* » Extraits du compte rendu du Séminaire organisé par Relais-femmes et tenu le 6 novembre 2012, à Montréal, Québec, 6 p.

Richer, Francine et St-Cyr, Louise. *L'entrepreneuriat féminin au Québec. 10 études de cas.* Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, Québec, 2007, 310 p.

Sarrazin, Sylvain. *Les femmes d'affaires ont peur d'être prétentieuses.* Article publié dans le journal *Les Affaires*, le 10 mars 2003. Disponible en ligne : <http://www.lesaffaires.com/dossier/femmes-cadres/les-femmes-d-affaires-ont-peur-d-etre-pretentieuses---ruth-vachon-presidente-du-reseau-des-femmes-d-affaires-du-quebec/541927>

Saussey, Magalie, Braley, Élixa, Enet-Andrade, Anaïs, et Trosseille, Violaine. *Économie sociale et solidaire : où sont vraiment les femmes ?* Compte-rendu d'une rencontre organisée par l'Atelier en partenariat avec le Centre Hubertine Auclert – Centre Francilien de ressources pour l'égalité femmes-hommes, le 10 mars 2015.

Secrétariat à la Condition féminine, *Cahier de consultation. Ensemble pour l'égalité entre les femmes et les hommes.* 2015, 26 p.

Siegel Bernard, Sara. *Financial Advice by the Demographics*. The New York Times, 29 juillet 2015, 5 p.

Table régionale de l'économie sociale de Lanaudière. *Portrait des entreprises d'économie sociale dans Lanaudière*. 2013, 14 p.

Thomas, Daniel, Mayrand, Josée et Lemire, Julie. *Portrait socioéconomique du secteur entrepreneurial de l'économie sociale en Abitibi-Témiscamingue*, Faits saillants. 2010-2011, 4 p.

Tobin, Cathleen. *Money talks...But does it know how to talk to women?* Article paru sur le blogue de Women's World Banking.

Disponible en ligne: <http://www.womensworldbanking.org/news/blog/money-talks-but-does-it-know-how-to-talk-to-women/>

Tremblay, Suzanne, Tremblay, Marielle, Tremblay, Pierre-André et Côté, Simon-Olivier. *Le portrait de l'économie sociale au Saguenay-Lac-Saint-Jean*. ARUC-ES, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) et Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ÉS). 2011, 109 p.

Women's World Banking. *Gender Performance Indicators*. Année inconnue, 1p.

Women's World Banking. *Global Best Practices in Banking Women-Led SMEs*. 2014, 10 p.
Annexes

Annexes

Annexe 1 Guide d'entrevue pour les partenaires

- 1) Quels sont les différents produits financiers offerts par votre organisme? Y a-t-il d'autres services offerts, à part le financement? Si oui, lesquels? Quel est votre rôle auprès des promoteurs d'EÉS?
- 2) Parlez-moi des services offerts en matière de financement? Comment faites-vous connaître les différents produits (financiers et autres) que vous offrez aux promoteurs?
- 3) Quelles sont les étapes qu'un projet doit franchir avant son analyse pour le financement? Quels sont les documents, les éléments ou encore les informations ou les données que les promoteurs doivent fournir avant que vous procédiez à l'analyse du dossier? (ex : plan d'affaires, étude de marché, confirmation de financement, partenaires, etc.) En général, qui vient vous consulter pour avoir des informations sur vos services et produits? (représentant de l'organisme : DG, Président, CA, Employés, etc.)?
- 4) Avez-vous des données sexuées en lien avec les projets en démarrage et ceux en expansion dans les 5 dernières années? Si oui, est-ce que ça vous permet d'établir la proportion de projets portés par des femmes? Si oui, dans quels secteurs les femmes sont-elles le plus présentes?
- 5) Quels sont les critères d'analyse des projets? (guide d'analyse, critères pré-établis, etc.) Y a-t-il un critère ou un élément qui vous rend particulièrement favorable ou particulièrement défavorable à un projet?
- 6) Est-ce que les promoteurs doivent fournir des garanties financières? Si oui lesquelles? Est-ce différent lors du démarrage ou de l'expansion d'une EÉS?

Enjeux ou défis rencontrés

- 7) Selon vous, quelles sont les principales difficultés rencontrées par les entrepreneurs en général (hommes et femmes) lors du démarrage d'une EÉS? Y a-t-il, selon vous des difficultés rencontrées spécifiquement ou plus souvent par des femmes? Lesquelles?
- 8) Selon vous, quelles sont les principales difficultés rencontrées par les entrepreneurs en général (hommes et femmes) lors de l'expansion d'une EÉS? Y a-t-il, selon vous des difficultés rencontrées spécifiquement ou plus souvent par des femmes? Lesquelles?
- 9) Selon vous, l'entrepreneuriat en ES en milieu rural s'accompagne-t-il d'enjeux particuliers ? Ces enjeux diffèrent-ils selon que l'on soit un homme ou une femme ?

Mesures facilitantes

- 10) Selon vous, existe-t-il des mesures qui facilitent l'expansion des activités d'une EÉS selon que l'on soit un homme ou une femme ? (Ou selon vous, en quoi le démarrage d'un projet ES est-il différent pour un homme ou pour une femme ?)
- 11) Comment faites-vous pour rejoindre les femmes entrepreneures? Les femmes entrepreneures immigrantes? Avez-vous des partenariats avec les groupes de femmes ?
- 12) Avez-vous autre chose à ajouter? Est-ce que je peux vous recontacter au besoin, par courriel ou par téléphone?

Annexe 2 Grille d'entrevue individuelle (directrice générale)

A_ Informations concernant l'entrepreneur(e) et son entreprise d'économie sociale

1- Quel est le nom de votre entreprise ? Quel est votre rôle au sein de votre entreprise ? Quelle est son année de fondation ?

2- S'agit-il d'un OBNL ou d'une coopérative ?

3- Êtes-vous immigrant ? Si oui, depuis quand êtes-vous au Québec ?

4- Combien compte-t-on de personnes fondatrices de l'entreprise ? Parmi elles, quelle est la proportion d'homme/femme ?

5- Y-a-t-il des personnes salariées de la structure ? Le cas échéant, combien et quelle est la proportion d'hommes et de femmes ?

6- Au sein de votre conseil d'administration, quelle est la proportion d'hommes et de femmes ? La présidence est-elle endossée par un homme ou par une femme ?

B_ Les motivations à entreprendre en économie sociale

1- Qu'est-ce qui vous a motivé à créer votre entreprise ?

2- Pourquoi avoir opté, comme entrepreneure, pour le modèle de l'économie sociale ?

3- Plus particulièrement, pour quelles raisons avez-vous opté pour le modèle coopératif? Le cas échéant, pour celui de l'OBNL ?

C_ Les défis entourant l'entrepreneuriat féminin en économie sociale

1- Quelles sont les difficultés rencontrées quand on décide d'entreprendre en économie sociale? (*Préciser démarrage vs expansion si cela est amené par les participantes*) (*Nous souhaitons les entendre, notamment, sur la question du financement des projets, le réseautage, la gouvernance, leur « capacité » à vendre leur projet et établir des partenariats, la gestion financière etc.*)

2- Pour lancer votre projet d'affaires, avez-vous fait une demande de financement? (prêt ou subvention) Si oui, auprès de quelle(s) organisation(s) ? Celle-ci a-t-elle été faite au moment du démarrage ou lors du développement de l'entreprise ? Comment ça s'est passé? Quelles apprentissages/expériences en avez-vous tiré?

Avez-vous rencontré des obstacles particuliers? Ou inversement, y a-t-il des éléments qui vous ont particulièrement aidé?

D_ Les mesures de soutien en entrepreneuriat féminin en économie sociale

1- Tout au long de votre parcours d'entrepreneure, qu'est-ce qui vous a été utile et vous soutient encore dans votre projet ? Précisez pour quelles raisons. (*Organisations de soutien et de développement de l'ES, formations, réseaux professionnels, financement etc.*)

2- En tant que femme entrepreneure et au regard des difficultés mentionnées, quels autres outils ou structures de soutien vous sembleraient utiles? Précisez pour quelles raisons.

3- Au regard de votre expérience, le secteur de l'économie sociale favorise-t-il l'entrepreneuriat féminin ? (10 min.)

4- Le mot de la fin vous revient, souhaitez-vous ajouter quelque chose ?

Annexe 3 Grille d'entrevue pour les groupes de discussion

Présentation des animatrices

Informations / consignes :

- Présentation sommaire du projet
- Les thèmes que l'on souhaite aborder: Les motivations à entreprendre en économie sociale, les défis entourant l'entrepreneuriat en économie sociale et les mesures de soutien à l'entrepreneuriat en économie sociale.
- Espace d'échange entre participantEs. Pas de bonnes ou de mauvaises réponses, juste des points de vue différents. On ne cherche pas de consensus.
- Enregistrement de la transcription et confidentialité des propos
- Pour faciliter les échanges et la transcription, c'est important de parler toujours une à la fois. Donner des exemples pour appuyer les propos, toujours aidant.
- Nous vous avons adressé un courriel avec des informations supplémentaires qui nous seront très utiles pour la collecte de données. Merci de le remplir et de nous le retourner.
- Le rôle de Caroline, animatrice : poser les questions, animer et écouter. Faire avancer la discussion pour passer à travers toutes les questions. Il est possible à certains moments que nous coupions la discussion pour avancer dans la discussion.
- Le rôle de Sophie : écouter, tenir le temps, s'assurer qu'on couvre toutes les questions et faire préciser des trucs au besoin.

Tour de table rapide pour se présenter (10 min.)

Brièvement, votre nom, le nom de votre entreprise, votre rôle et la mission

B_ Les motivations à entreprendre en économie sociale (30 min.)

1_ Qu'est-ce qui vous a motivé à créer votre entreprise ? (10 min.)

2_ Pourquoi avoir opté, comme entrepreneure, pour le modèle de l'économie sociale ? (10 min.)

3_ Plus particulièrement, pour quelles raisons avez-vous opté pour le modèle coopératif? Le cas échéant, pour celui de l'OBNL ? (10 min.)

C_ Les défis entourant l'entrepreneuriat féminin en économie sociale (25 min.)

4_ Quelles sont les difficultés rencontrées quand on décide d'entreprendre en économie sociale? (*Préciser démarrage vs expansion si cela est amené*)

(*Nous souhaitons les entendre, notamment, sur la question du financement des projets, le réseautage, la gouvernance, leur « capacité » à vendre leur projet et établir des partenariats, la gestion financière etc.*)

D_ Les mesures de soutien à l'entrepreneuriat en économie sociale (40 min.)

5_ Parlez-moi des mesures de soutien qui, dans votre parcours d'entrepreneur en é.s vous ont été bénéfiques. Qu'est-ce qui vous a été utile et vous soutient encore dans votre projet ? Précisez pour quelles raisons. (15 min.)

(Organisations de soutien et de développement de l'ES, formations, réseaux professionnels, financement etc.)

6_ En tant que femme / homme entrepreneurE et au regard des difficultés mentionnées, quels autres outils ou structures de soutien vous sembleraient utiles? Précisez pour quelles raisons. Avez-vous des besoins particuliers en matière de soutien actuellement? (15 min.)

7_ Au regard de votre expérience, le secteur de l'économie sociale favorise-t-il l'entrepreneuriat féminin (ou masculin)? (10 min.)

7A_ Selon vous, y a-t-il des facteurs liés au fait d'être une femme (ou un homme) qui ont facilité vos démarches de démarrage ou d'expansion d'entreprise en é.s? Si oui, lesquels?

Pour conclure...

Remerciement et suites données au projet.